

Université Abderrahmane Mira de Bejaïa
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des sciences économiques



MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

Thème

**Effet de la politique monétaire et de la politique budgétaire sur la
croissance économique en Algérie sur la période allant de 1965 à 2018 :
approche par un modèle de contrôle optimal**

Préparé par :

- M^{elle} BENKHELIFA Sonia
- M^{elle} BOUDIAB Taous

Sous la direction du :

Dr KACI Said.

Date de soutenance : le 29/09/2020

Jury :

- Président : M^{me} Mecheri Kheira
- Examineur : M^{me} Mizi Allaoua Lynda
- Rapporteur : M^r Kaci Said.

Année universitaire : 2019-2020

REMERCIEMENTS

NOUS TENONS A EXPRIMER NOTRE PROFONDE GRADITUDE ET SINCERES RECONNAISSANCES A NOTRE ENCADREUR **Mr KACI SAID**, POUR SON AIDE SA DISPONIBILITE ET SES CONSEILS QUI NOUS ONT PERMIS D'ACCOMPLIR CE TRAVAIL, ET TOUS CEUX QUI NOUS ONT APPORTE LEURS SOUTIENS.

Dédicaces

A mes parents, à mes sœurs Hanane, Meriem et

Shahrazed, à mon frère Mohamed

A tous mes amis.

SONIA

A mes chers parents, qui ont toujours été là pour moi

A mes frères et sœurs.

TAOUS

Liste des abréviations

- ADF:** Dickey Fuller Augmenté
- DA :** Dinard Algérien
- DPT :** les Dépenses Publiques
- DTS :** Droits de Tirages Spéciaux
- DW :** Durbin Watson
- FMI:** Fond Monétaire International
- GAMS:** General Algebraic Modeling System
- LMC :** Loi sur la Monnaie et le Crédit
- MCO :** Moindres Carrés Ordinaires
- Mds :** Milliard de Dinard
- M2 :** Masse Monétaire
- ONS :** Organisation National des Statistiques.
- PAS :** Programme d'Ajustement Structurelle
- PCCE :** Programme de Consolidation de la Croissance Economique
- PIB :** Produit Intérieur Brut
- PNB :** Produit National Brute
- PPA :** Parité de Pouvoir d'Achats
- PSRE :** Programme de Soutenir à la Relance Economique
- PCSC :** Programme de Complémentaire de Soutient de la Croissance
- TS :** Trend Stationary

Introduction générale	1
Chapitre I : Revue de la littérature sur la croissance économique en Algérie.....	4
Section 1 : concepts et modèles de la croissance économique	4
Section 2 : la politique économique conjoncturelle	14
Chapitre II : Evolution macroéconomique en Algérie.....	27
Section 1 : Evolution de l'économie algérienne	27
Section 2 : Evolution de la Politique budgétaire en Algérie	34
Section 3 : Evolution de la politique monétaire en Algérie	37
Chapitre III : Etude de l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la dynamique de la croissance économique en Algérie.....	42
Section I : Analyse économétrique	42
Section II : Résolution d'un problème d'optimisation dynamique	53
Conclusion générale	60



INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

L'histoire des faits économiques nous enseigne que la puissance publique intervient dans la sphère économique à chaque fois que la conjoncture économique l'exige. Cet interventionnisme se concrétise à travers les politiques économiques structurelle et conjoncturelle qui ont pour leviers, la politique monétaire, politique budgétaire, politique des revenus et politique de la balance des paiements...etc. chacune se charge d'atteindre ses finalités, exprimées par le carré magique de N.KALDOR (1960), dont chaque angle représente un objectif (la croissance, l'emploi, l'inflation et l'équilibre extérieur)¹, en se référant aux fonction de l'Etat introduites par R. Musgrave en 1959 chacune des fonctions économiques de l'Etat étant liée à certaines défaillances de marché auxquelles peuvent remédier les politiques économiques, Le rôle attribué à ses dernières est fonction, à un moment donné, de la théorie qui inspire le gouvernement en place et du contexte économique du pays, et doivent être mises en œuvre parallèlement afin de préserver les équilibres macro-économiques.

Dans le domaine économique et depuis son indépendance, La stratégie de développement de l'économie algérienne s'est centrée sur une présence de l'Etat dans l'activité économique, en s'inspirant de l'approche keynésienne qui juge indispensable toute intervention de l'Etat, car elle considère que l'économie de marché est instable et incapable d'assurer le plein emploi., et dont la priorité est mise sur l'industrie considéré comme le seule chemin vers le développement et l'atteinte d'une croissance économique durable, mais à la fin des années quatre-vingt-dix, l'Algérie a engagé un processus de réformes économique annoncé comme une « transition » vers l'économie de marché, freinant l'intervention étatique dans la recherche d'instauration d'une politique économique adéquate permettant de redresser la situation économique du pays et le maintien d'une politique monétaire et budgétaire stricte est efficace. dans ce sens, la politique budgétaire a connu au cours de son évolution plusieurs orientations budgétaires, en effet, ça conduite était contrainte par des mesures initiées notamment les plans de stabilisation et d'ajustement structurel durant cette période pour conter la crise économique que a connu l'Algérie durant la décennie de 1990.Depuis les

¹Michel Pébereau, Philippe d'Arvisenet, La politique économique conjoncturelle, Dunod, 1999, p10.

années 2000, la stratégie publique s'est tournée vers la stimulation de la demande et la réduction du chômage à travers des plans de relance, qui ont globalement atteint leurs objectifs du fait d'une bonne tenue des cours des hydrocarbures. Quant au système bancaire et dans le cadre de la politique monétaire adoptée en Algérie, durant la décennie 1990, était caractérisé par une illiquidité structurelle qui dépend du refinancement de la Banque d'Algérie. A partir de 2001 Avec l'avènement d'une conjoncture favorable sur les marchés pétroliers, des efforts ont été fournis pour moderniser le système financier, tisser des liens internationaux et réduire le chômage. Dans un contexte de relance économique fondé sur l'instrument budgétaire, la Banque d'Algérie a adopté une politique monétaire de contrôle de l'évolution de la masse monétaire et de la liquidité bancaire afin de contenir les risques inflationnistes.

Intérêt du sujet

Le phénomène de la croissance économiques est lié au bon fonctionnement de l'économie et à la réalisation des grands équilibres macro-économiques, et tous les gouvernements cherchent des solutions afin des sortir l'économie de ses multiples crises et d'atteindre la situation souhaitable. Dans le cas de l'Algérie, les solutions sont différentes chacune en fonction de leur analyses, mais elles convergent pratiquement vers la recherche d'une efficacité après avoir étudié la politique privilégiée qu'elle soit monétaire ou budgétaire. Et la réalisation de se travail permettra d'examiner le chemin que l'Algérie a suivie depuis l'indépendance jusqu'à nos jour en terme de politiques économiques.

Objet du sujet

L'objectif de ce travail est de montrer à travers la conduite de la politique économique adoptée en Algérie, les moyens mis en place pour sa concrétisation en vue de mesurer son impact sur la croissance économique. En effet, notre analyse est centrée autour d'une question centrale formulée comme suit :

Quelle est la contribution des politiques économiques (politique monétaire et politique budgétaire) sur la croissance économique en Algérie sur la période (1965-2018) ?

Hypothèses de travail

Pour bien mener notre recherche, et pour répondre à cette question nous avançons quelques hypothèses que nous allons examiner et vérifier au long de ce travail :

- Hypothèse 1

Les politiques économiques monétaires et budgétaires adoptés en Algérie depuis l'indépendance n'ont pas réussi à enclencher la dynamique souhaitée de l'activité économique.

- Hypothèse 2 :

Les pouvoirs publics doivent orientés les politiques économiques vers l'objectif de l'instauration d'une croissance économique endogène et soutenable à long terme.

Méthodologie

Dans cette recherche, on a opté pour une démarche qui s'articule sur deux volets, le premier est théorique qui comporte deux chapitres :

Le premier chapitre porte sur la recherche bibliographique sur l'aspect théorique de la politique économique, les différentes théories de la croissance économique et modèles développés par plusieurs économistes, à travers un aperçu de revue de littérature. Le deuxième chapitre traite l'évolution de l'économique en Algérie, ou nous analysons la conduite des deux politiques budgétaire et monétaire en l'Algérie.

La deuxième partie sera consacrée à une analyse empirique qui portera sur l'impact de la politique économique sur la dynamique économique en Algérie sur la période allant de 1965 à 2018. L'analyse est basée sur l'usage d'un modèle de contrôle optimale qui nous permettra d'évaluer la contribution structurelle des instruments de la politique économique (dépenses publiques et masse monétaire) sur le sentier de croissance économiques en Algérie. Le modèle de simulation conçu est inspiré de l'algorithme développé par D Kendrick (1982, 2006). La simulation produira, sous les hypothèses établis par le modèle, des projections du sentier de croissance économiques en Algérie à l'horizon 2025.

CHAPITRE I :

REVUE DE LA LITTERATURE SUR
LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Introduction

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le débat sur le rôle de l'Etat dans la vie économique a profondément évolué, d'où l'apparition de la notion de "politique économique". Cette notion indique l'ensemble des interventions des pouvoirs publics visant à contrôler la conjoncture économique. En effet, il s'agit de mettre en place des instruments budgétaires et monétaires qui entraînent principalement sur la demande globale. L'objectif de toute politique est de réaliser le bien être de la population et une croissance soutenue.

Dans ce chapitre, nous présentons un aperçu historique sur les origines et théories de la croissance économique dans la première section. La deuxième section est consacrée pour illustrer les fondements et instruments de la politique budgétaire et monétaire.

Section 1 : Concepts et modèles de la croissance économique

Selon François Perroux, «la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en terme réel ».¹ Pour Jacques Muller «la croissance économique est une notion purement qualitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer ».² D'après ces définitions, on constate que la croissance économique désigne la variation de la production de biens et de services marchands dans une économie sur une longue période.

1) Mesures de la croissance économique

La croissance économique est mesurée par le **PIB** en volume, mais il existe d'autres indicateurs qui peuvent mesurer la croissance économique tels que : le **PPA**, **PNB** et le **taux de croissance**.

1.1) Le produit intérieur brut (PIB)

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique utilisé pour mesurer la puissance économique et la richesse créée d'un pays. Il est calculé par trois optiques³ ;

¹François Perroux, les théories de la croissance, Ed Dunod, Paris, 2004, p254.

²Muller Jacques Muller, Manuel et application économique, Ed Dunod, Paris, 1999, p34.

³Claude Ménéndian, Fiche de Macroéconomie, Ed Ellipses, France, p47.

a) Optique de production

Le **PIB** est égal à la somme des valeurs ajoutées brute des agents économiques résidents, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'Etat, et les droits de douane sur les produits importés.

$$\text{PIB} = \Sigma \text{VAB} + \Sigma \text{T VA} + \text{DD}$$

b) Optique de dépense

Le **PIB** est égal à la somme des emplois finaux de biens et de services. Cette définition se déduit de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie et les emplois.

$$\text{Ressources} = \text{Emplois} \text{ Où } \text{PIB} + \text{M} = \text{CF} + \text{I} + \text{VS} + \text{X}$$

Avec : **CF** : consommation final ; **I** : investissement ; **VS** : Variation de stock ; **X** : exportation ; **M** : importation ; **G** : Dépenses publiques.

c) Optique de revenus (rémunération)

Le **PIB** est réparti entre plusieurs agents qui ont participé à la production.

$$\text{PIB} = \text{somme des salaires} + \text{somme des profits} + \text{somme des revenus de la propriété} + \text{Impôts et taxes indirectes.}$$

Dans la mesure de la croissance, cet indicateur est l'objet de quelques critiques :

- Il ne mesure pas le travail bénévole, le travail domestique, l'économie souterraine (travail noir, activité illégale : drogue).
- Il ne déduit pas les dégradations de l'environnement, la population mais il l'additionne.
- Il ne mesure pas le bien-être, la santé, l'éducation ou le chômage.

1.2) Le produit national brut (PNB)

Le **PNB** est un agrégat utilisé à des fins de comparaison entre les pays. Il diffère du **PIB** par la prise en compte des revenus reçus ou versés du reste du monde. Il se calcule de la manière suivante :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenu des entreprises nationales établies à l'étranger} - \text{Revenu des entreprises étrangères établies sur le territoire national.}$$

1.3) Parité du pouvoir d'achat (PPA)

La parité de pouvoir d'achat est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achats des différentes monnaies.

Ce taux exprime le rapport entre la quantité de monnaie dans les différents pays de procurer le même panier de bien ou service.⁴

1.4) Le taux de croissance

Le taux de croissance mesure les variations d'une grandeur, en générale le PIB Réel, dans le temps, il est exprimé en pourcentage. Il permet de faire la comparaison entre le bien être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution du cycle économique.

2) Facteurs de la croissance économique

Les facteurs de la croissance ont un effet immédiat et quasi mécanique sur la croissance et agissent essentiellement sur l'offre des biens et services. On distingue trois facteurs de croissance : à savoir le facteur capital, le facteur travail et le progrès technique

2.1) Le facteur capital

Le capital désigne l'ensemble des biens qui existent à un moment donné dans une économie donnée. Il peut aussi être défini comme l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et service⁵. Il existe différentes formes de capital :

- Capital physique ou matériel ; ensemble des infrastructures (routes, bâtiments, machines et matériels).
- Capital financier ; ensemble des disponibilités monétaire susceptibles d'être placées auprès des organismes bancaires (liquidités, valeurs mobilières et les prêts).

2.2) Le facteur travail

Le travail est l'ensemble des services correspondant aux ressources humaines (compétences, connaissances, savoir-faire) qui participent à la production et qui reçoivent une rémunération sous forme de salaires.⁶

⁴Jean- Yues Capul, l'économie et les sciences sociales, Hatier, Paris, 2004, p212.

⁵J. Muller, P. Vanhove et C.Viprey, Manuel et application économie, p151.

⁶ Ahmed Silem, l'économie politique, 5^{ème} Ed Armand colin, p143.

2.3) Le progrès technique

Modification des conditions de production dues aux découvertes scientifiques et à la mise au point de techniques nouvelles, qui permettent d'augmenter la productivité.⁷ Il permet l'enrichissement des sociétés, l'augmentation du niveau de vie économique et social.

3) Le cycle économique

La récurrence des crises économiques au 19^{ème} siècle fait l'objet d'étude des économistes. Clément Juglar (1860), fut l'un des premiers à analyser les crises économiques. Il montra que l'activité économique est constituée d'une succession de phases : l'expansion, la crise, la dépression et la reprise⁸, on peut donc définir un cycle économique par les mouvements de l'activité économique alternés, récurrents, d'amplitudes et de périodicités. Il est représenté par ses quatre phases :

- L'expansion ; la phase d'expansion désigne la période du cycle économique caractérisée par une hausse de la production, des prix et des revenus, développement des crédits.
- La crise ; c'est le point de retournement de la conjoncture : baisse des prix, réduction des crédits, recul de la production. Ce moment correspond au début de la phase de ralentissement de l'activité économique.
- La dépression ou récession ; le ralentissement de l'activité économique se poursuit (baisse des prix, de la production et des revenus).
- La reprise ; c'est le point de retournement de la baisse à la hausse de l'activité, reprise de la production⁹.

4) Les fondements théoriques de la croissance

Afin de comprendre la dynamique de la croissance, les économistes ont formalisé les mécanismes qui engendrent la croissance sous forme de théories et modèles. Ces formalisations ont apparus après la première révolution industrielle que connut l'Angleterre

⁷Bernard Guerrien, Ozgur Gun, Dictionnaire d'analyse économique, 4^{ème} Ed la découverte, p421.

⁸A.Diemer, « croissance et cycle », in <http://www.étudier.com/dessertation : cycles économiques/html>. Consulter le 23/02/2020.

⁹ Claude Daniel, Dictionnaire d'économie de sciences sociales, Ed Berti, p24.

au 18^{ème} siècle marqué par le passage d'une économie essentiellement agricole à une économie industrielle, mettant en valeur le terme de "croissance économique".

4.1) L'analyse classique de la croissance

Adam Smith (1723-1790), considéré comme le véritable "père de l'économie politique, affirme que la richesse d'une nation est le produit de son travail et met l'accent sur la spécialisation des tâches, appelée « division du travail », qui permet d'améliorer l'efficacité du travail de chacun et considéré comme source de l'accroissement de cette fortune.

Thomas Malthus (1766-1834) analyse dans une perspective pessimiste la croissance économique à long terme, Il explique que la croissance de la population se développe selon une progression géométrique tandis que les besoins de subsistance (la production agricole) évoluent selon une progression arithmétique, cela ne pouvait qu'aboutir à une insuffisance des ressources naturelles¹⁰. L'équilibre ne serait atteint que dans des situations extrêmes : crises, famines, épidémie.

David Ricardo (1772-1823) considère que l'investissement est le facteur clé de la croissance économique, mais en raison des rendements décroissant de la terre, l'accumulation du capital se ralentit, l'investissement tend vers zéro à long terme et l'économie converge vers un état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo recommande d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs¹¹).¹²

Karl Marx (1818-1883) s'oppose à la théorie libérale, il dénonce l'exploitation de la population par les détenteurs des moyens de production (capitalisme industrielle). Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendanciel des taux de profit, pour lui la socialisation des moyens de production garantissent un développement rationnel des forces productives.

¹⁰ Claude Daniel, Op.cit, p1023.

¹¹ Dans un contexte de libre échange, un pays a un avantage comparatif si il arrive à ce spécialiser dans la production d'un bien, et le coût d'opportunité (tout ce à quoi il faut renoncer pour avoir un bien) de sa production est plus faible pour ce pays que pour un autre.

¹² Ghislain Deleplace, Christophe Lavalie, Histoire de la pensée économique, Dunod, Paris, 2008, p57.

4.2) L'analyse keynésienne de la croissance

L'approche keynésienne sur la croissance se résume aux modèles de Harrod et Domar, considérés comme les premiers modèles formalisés qui ont décrit le mécanisme de la croissance, Influencés par la théorie générale de Keynes, ils visent à prolonger l'analyse Keynésienne sur le long terme et à déterminer des conditions dans lesquelles une croissance peut être durable.

4.2.1 Le modèle d'Evsey Domar

Domar (1947) s'interroge sur le double effet de l'investissement dans le temps. A court terme, par son aspect demande, l'investissement permet d'augmenter la demande globale puisque il implique une variation de bien de production par *l'effet multiplicateur*. A long terme, par son aspect offre ; il accroît les capacités de production par *l'effet accélérateur*¹³.

Dans son analyse l'auteur cherche à mettre en évidence les conditions d'une croissance équilibrée, c'est à dire l'équilibre entre l'accroissement de la demande et celle de l'offre, car l'accroissement de la demande dépend de la variation de l'investissement alors que l'accroissement de la capacité de production (l'offre) dépend de l'investissement lui-même¹⁴.

✓ Effet de l'investissement sur la demande

L'investissement entraîne un effet sur la demande par le multiplicateur Keynésien. C'est le fait que les dépenses d'investissement par les entreprises correspondent aux revenus d'autres individus. Par ailleurs, une augmentation de la demande amène à une succession des dépenses conduisant à un accroissement globale des revenus.

$$\Delta Qd = m \cdot \Delta I \dots \dots \dots (1.1).$$

Où $m = \frac{1}{1-c}$ le multiplicateur Keynésien, c : la proportion marginal à consommer

$[s = 1-c]$ la proportion marginal à épargner, ΔI : variation de l'investissement.

En remplaçant $[1-c]$ par (s) dans l'équation (1) on obtient l'équation suivante :

$$\Delta Qd = \frac{\Delta I}{s} \dots \dots \dots (1.2) ; \quad \Delta Qd : \text{l'augmentation de la demande.}$$

¹³Pierre-Alain Muet, « les théories contemporaines de la croissance », revue de l'OFCE N°45, 1993, p114.

¹⁴ Andrew Gillespie, Maxi fiche : Macroéconomie-Microéconomie, Ed Dunod, Paris, p80.

✓ Effet de l'investissement sur l'offre

Par son aspect offre, l'investissement augmente l'offre. L'auteur suppose qu'il faut investir (V) unité monétaire pour réaliser une unité supplémentaire de production.

Où ; V : le coefficient du capital, I : l'investissement.

$$\Delta QS = \frac{I}{V} \dots \dots \dots (1.3); \quad \Delta QS: \text{augmentation de l'offre.}$$

Afin d'atteindre un taux de croissance équilibré ; l'augmentation de la demande doit être égale à l'augmentation de l'offre, c'est-à-dire, $\Delta Qd = \Delta QS$,

En simplifiant (1.2) et (1.3) on obtient : $\frac{\Delta I}{I} = \frac{S}{V}$

Afin de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, il faut que l'investissement donc le capital et la production croissent au taux constant égal au rapport entre la propension marginale à épargner et le coefficient technologique du capital dans la fonction de production.¹⁵. Domar distingue deux situations :

- Si l'augmentation de la demande est supérieur à l'augmentation de l'offre ; alors le déséquilibre engendrera une inflation.
- Si l'augmentation de la demande est inférieur à celle de l'offre ; alors le déséquilibre entrainera une crise déflationniste.

4.2.2) Le modèle de Roy Forbes Harrod

Harrod (1939) montre que la croissance est par nature instable, elle conduit soit à un suremploi des facteurs de production conduisant à l'inflation, soit à un sous-emploi qui génère le chômage; du moment où les firmes peuvent se tromper dans les anticipations de la croissance, soit elles produisent trop ou pas assez pour satisfaire la demande effective, donc seul l'Etat peut stabiliser le sentier de la croissance de l'économie, en régulant la demande globale, Il distingue entre trois taux de croissance¹⁶:

- Le taux de croissance naturel ou taux de croissance de production qui provient de l'emploi de la population active disponible.
- Le taux de croissance garantie (justifié) : correspond au taux de croissance qui permet l'équilibre sur le marché des biens sur la longue période, c'est-à-dire, il autorise le plein emploi et la pleine utilisation du capital.

¹⁵Duc - Loi Phan, économie de la croissance, Ed economica, paris, 1981, p30-31.

¹⁶ Duc-Loi Phan, Op.cit., p32.

- Le taux de croissance effectif (réalisé) ; est un taux de croissance effectivement constatable. C'est-à-dire le taux de croissance effectif de l'économie.

Pour Harrod, la réalisation d'une croissance équilibrée de plein emploi implique l'égalité de ces trois taux de croissance, c'est-à-dire la poursuite du plein emploi exige que la production augmente au taux de croissance de la population et de la technologie.

En effet, dans le modèle Harrod-Domar l'équilibre de la croissance est fragile et nécessite une constante intervention publique à la keynésienne afin de stabiliser le sentier de croissance.

4.3) L'analyse néoclassique (le modèle de Solow)

A l'instar de la théorie classique, la théorie néoclassique qui a dominé la pensée économique pendant un quart du siècle, voit dans le progrès technique un moteur de croissance tout en le considérant comme exogène. Robert M. Solow dans son article « *A contribution to the theory of economic growth* » en 1956, décrit la manière dont l'accroissement du stock du capital, la quantité du travail et le progrès technique affecte la production, Son modèle déduit trois prédictions :

- Augmenter la quantité de capital (investissement) induit une augmentation de la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité.
- Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches, les pays pauvres accumulent moins le capital et engendrent des rendements faiblement décroissants, c'est-à-dire, un accroissement de la production proportionnellement plus fort que celui des pays riches.
- Face aux rendements décroissants des facteurs de production, les économies atteignent un point où toute augmentation de ces facteurs ne peut engendrer une hausse de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire¹⁷.

Solow affirme que cette situation d'état stationnaire est irréaliste, en raison du progrès technique qui permet de ralentir l'effet des rendements décroissants des facteurs de production, il permet d'améliorer l'efficacité du facteur travail, Sur le long terme, la croissance provient du progrès technique, ce dernier est exogène au modèle. Solow le considérait comme une (manne tombée du ciel). Par conséquent, en l'absence de progrès

¹⁷ Dominique Guellec, Pierre Ralle, les nouvelles théories de la croissance, Ed la découverte, Paris, 2001, p30.

technique, la croissance tend peu à peu vers zéro et l'économie risque finalement de se retrouver dans une situation où la production n'augmente plus, mais stagne (état stationnaire).

4-4) La théorie de la croissance endogène

La nouvelle théorie de la croissance également appelée « théorie de la croissance endogène » considère que le taux de croissance est endogène. Ce courant de pensée est apparu au milieu des années 80 avec ses trois initiateurs qui sont : Paul Romer qui a développé un modèle de croissance en se basant sur l'importance des connaissances (1986) et l'introduction de nouvelle technologie (1990), Robert Lucas qui a introduit le facteur capital humain (1988) dans son modèle de croissance et Robert Barro en mettant l'accent sur le rôle décisif des dépenses publiques en infrastructures dans la croissance à long terme (1990).

4.4.1) Le modèle de Paul Romer

L'un des premiers modèles de la croissance endogène est celui de Paul Romer (1986), qui s'inspire des travaux d'Arrow (1962) et Sheshinski (1967), ou il remet en cause le modèle de Solow en expliquant la croissance par des variables internes au modèle et non par des variables exogènes. Son modèle repose sur le phénomène d'externalités¹⁸ sur le stock privé des connaissances. Il montre que l'investissement privé en capital physique constitue une source de croissance en dégageant des externalités positives, c'est-à-dire, des avantages gratuits pour d'autres agents que ceux qui réalisent les investissements.

Les externalités issues du capital physique proviennent de deux mécanismes, le premier est la diffusion des connaissances dans les firmes (*Learning Spillover*), en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens qui lui permettent de stimuler sa production, le deuxième mécanisme est la diffusion de la technologie entre les firmes (*Technological Spillover*), l'innovation est une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissances, l'excès de ces connaissances finit par être bénéfique à tous. Comme les firmes sont interdépendantes, la course à l'innovation de chaque entreprise bénéficie à l'ensemble des autres entreprises et encourage la croissance.

¹⁸ Le fait que l'activité de production ou de consommation d'un agent affecte le bien-être d'un autre, sans qu'aucun des deux reçoive ou paye une compensation contre cet effet.

4.4.2) Le modèle de Robert E. Lucas

Dans un article « *On the Mechanics of economic development* » en 1988, Lucas introduit le capital humain dans la théorie de la croissance, en se basant sur les conclusions du modèle d'UZAWA (1965), ce facteur désigne l'ensemble des talents physiques, techniques et intellectuels et compétences productifs des travailleurs, c'est un stock accumulatif de connaissances par l'éducation.

Selon Lucas, l'individu se forme par lui-même en utilisant une partie de son temps et de ses compétences pour augmenter son niveau de qualification qu'il valorise en le vendant sur le marché du travail, et que ce capital humain a un double effet sur l'activité économique. D'une part, il améliore les capacités individuelles d'acquisition des connaissances. D'autre part, il augmente les capacités intellectuelles de tous les agents, cela s'explique par le principe que la productivité d'un agent augmente lorsqu'il est en confrontation avec d'autres agents bien formés.

De ce fait, le capital humain est considéré comme facteur clé de la croissance et générateur d'externalités positives, c'est-à-dire, que le rendement social de son éducation est supérieur à son rendement individuel, au-delà du gain personnel que tirera chaque travailleur de son niveau d'éducation plus élevé, la qualité de l'administration, de l'enseignement, et à son tour contribuent davantage à la performance économique.

4.4.3) Le modèle de Robert Barro

Dans son article nommé « *Gouvernement Spending in a simple model of endogeneous growth* » en 1990, Barro construit un modèle de croissance endogène avec la présence d'un gouvernement, en incluant le capital « d'infrastructures publiques », il mis l'accent sur le rôle que peut jouer l'Etat dans la croissance économique à travers la mise en disponibilité du secteur privé des infrastructures publiques, afin de lui permettre d'améliorer et d'accroître sa productivité et donc une croissance économique de long terme.

Il suppose que les firmes utilisent deux types de facteurs pour leur production ; le capital public et le capital privé, au niveau de ces firmes, le capital privé connaît des rendements décroissants, or l'auteur suppose le financement du capital public par l'imposition sur le capital privé.

Le financement des dépenses par l'impôt a deux effets, un effet d'éviction¹⁹ des investissements privés engendré par l'augmentation des efforts publics et un deuxième effet relatif à une situation de niveau faible des dépenses qui réduisent la productivité marginale du secteur privé puisque le capital public rend le capital privé plus productif²⁰

Barro formalise une fonction de production à deux secteurs ; privé et public sous forme d'une équation Cobb-Douglas défini par : $Y = AK^\alpha L^{1-\alpha} G^\beta$

Les termes Y , K et L représentent respectivement la production de la firme, son stock de capital et sa main d'œuvre. G étant la dépense publique en infrastructure, les paramètres α et β représentent respectivement les élasticités de la production par rapport au capital privé et au capital public.

Les dépenses sont financées par un impôt proportionnel à la production à taux constant :

$G = \mu \cdot Y$ Avec : μ : taux d'imposition.

A long terme, les rendements d'échelle décroissants de la productivité du secteur privé sont compensés par la présence des externalités positives du secteur public, ce qui permet de soutenir la croissance économique à long terme.

Section 2 : La politique économique conjoncturelle

Contrairement aux autres branches de l'analyse économique qui s'intéressent aux firmes ou aux individus, la politique économique a pour objet d'étudier les apports publics dans la vie économique. La politique économique vise à compenser les défaillances du marché, à maximiser la croissance et à réaliser le bien-être social.

1) Généralité sur la politique économique

Le domaine d'intervention des pouvoirs publics dans la régulation de l'économie se traduit par l'adoption des politiques économiques via les divers instruments d'action, pour orienter l'économie vers une situation souhaitable.

Selon la définition d'Eline Mossé, une politique économique est l'ensemble de décisions cohérentes prises par les pouvoirs publics, et visant, à l'aide de divers instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays²¹. C'est ce qu'exprime

¹⁹ Toute augmentation des dépenses publiques entraîne une diminution des dépenses privées de consommation et d'investissement, l'éviction des investissements privés peut causer une perte de confiance des investisseurs.

²⁰ R.Barro, Government spending in a simple model of endogeneous growth, 1990, p106.

²¹ www.mataf.net/fr/edu/glossaire/politique-economique, consulter le 03/03/2020.

J.Tinbergen, en affirmant que la politique économique consiste dans la manipulation délibéré d'un certain nombre de moyens mis en œuvre pour atteindre certains fins. Il existe une grande variété de politiques économiques selon les gouvernements et les instruments d'actions privilégiés, parmi ces instruments les économistes distinguent les politiques conjoncturelles des politiques structurelles²².

- La politique conjoncturelle ; recouvre les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics afin d'agir sur les indicateurs économiques à court terme pour orienter l'activité économique dans un sens permettant de rétablir les grands équilibres macroéconomiques et pour la bonne marche économique d'un pays, il existe deux grandes familles de politique conjoncturelles, on trouve la politique monétaire qui agies par le biais de la création ou restriction de la monnaie, et la politique budgétaire qui agies par le biais des dépenses et recettes publiques, ses deux politiques peuvent être pratiquées simultanément sous forme de Policy-mixte²³.

les politiques conjoncturelles peuvent être expansionniste (de relance) en cas d'une croissance économique faible et de taux de chômage élevé ou de rigueur (de stabilisation) en cas de surchauffe de l'économie où on enregistre un taux d'inflation important et un déséquilibre des échanges extérieurs .

- La politique structurelle ; s'inscrit dans le long terme et vise à agir sur les structures économique du pays pour transformer et améliorer le mode de fonctionnement et la structure du système économique du pays, à travers plusieurs instruments, à savoir, la politique de l'environnement, la politique industrielle et la politique des transports²⁴.

2) Les objectifs de la politique économique

Les divers objectifs (déjà cités), sont combinés de telle sorte que toute la politique économique d'un pays se conçoit à partir du « carré magique » qui résume la situation économique d'un pays à travers quatre indicateurs traduisant l'état de réalisation de ses quatre objectifs suivants :

²² Arnaud Diemer, « Politique et actualité Economique », in <http://www.oeconomia.net>. Rubrique Economie générale Cours politique et actualité économique, consulter le 03/03/2020.

²³ Gaëlle Le Guirriec-Milner, L'essentiel des mécanismes de l'économie, Ed Lextenso, Paris, p117.

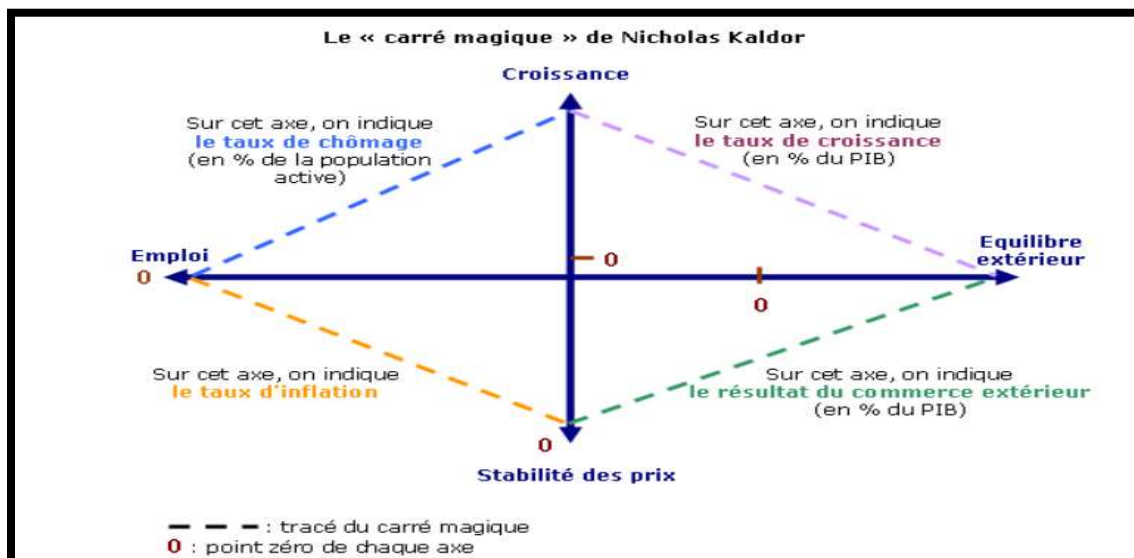
²⁴ OCDE, « La politique économique contre-cyclique », Note de politique économique n°1, 2010, p6.

- La croissance économique ; mesurée par le taux de croissance du PIB en (%), l'Etat cherche à promouvoir une croissance forte et durable considérée comme garante d'une amélioration du bien-être et de niveau de vie.
- Le plein emploi ; évalué par le taux de chômage en population active, le rôle de l'Etat est de favoriser la création de l'emploi.
- La stabilité des prix ; traduite par le taux d'inflation en (%), le gouvernement cherche à garantir le pouvoir d'achat des agents économique à travers la lutte contre l'inflation.
- L'équilibre des comptes extérieurs ; indiqué par le solde des transactions courantes en (%) du PIB, cet objectif consiste à équilibrer au mieux les entrées et les sorties de biens, revenus et de capitaux avec le reste du monde.

3) L'efficacité de la politique économique

Le carré magique est une représentation graphique présentée par l'économiste Nicolas Kaldor en 1960, et représente la santé économique d'un pays à une date donnée, il comporte quatre axes sur lesquels sont placés les variables liées à l'activité économique : le taux de chômage, le taux d'inflation, la croissance économique et le solde des transactions courantes

Figure N°01 : le carré magique de N.Kaldor.



Source : <http://www.pfinfo.fr/opale/telec/Lecon.consulté le 04.03.2020>.

En reliant ces quatre points situés sur chacun des axes on obtient un quadrilatère, à travers de ce dernier, on peut mesurer l'impact des politiques économiques en fonction de l'aire reliant les différents axes entre eux, plus on s'éloigne des sommets pour ce diriger à

l'intérieur du carré plus la situation est moins souhaitable, et plus la surface du quadrilatère est grande plus la santé économique du pays est favorable. De ce fait, une politique économique est destinée à minimiser les fluctuations de l'activité économique, elle est jugée efficace si elle arrive à atteindre un taux de croissance le plus élevé en respectant les contraintes d'équilibre fondamentaux, un faible taux de chômage, la stabilité des prix (équilibre interne) et la réalisation d'une balance des paiements équilibrée (équilibre extérieur)²⁵, Il est primordial que les responsables chargés de définir ces politiques économiques réfléchissent profondément afin de choisir la politique destinée à répondre le mieux aux préférences effectives des agents et surtout, d'éviter d'être à l'origine d'autres déséquilibres.

D'ailleurs, il est qualifié de « magique », car selon N. Kaldor, il est impossible de réaliser ses quatre objectifs simultanément, En effet, selon la courbe de Phillips²⁶ (1958), il n'est pas possible d'atteindre un taux de chômage et un taux d'inflation faible en même temps, ces deux variables étant négativement corrélés.²⁷

4) La politique budgétaire

La politique budgétaire constitue un levier de la politique économique. Paul Samuelson la définit comme « *le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique et de favoriser le maintien d'une économie progressive assurant un degrés d'emploi élevé* »²⁸. Elle consiste à utiliser les variations de l'équilibre budgétaire de l'Etat visant à atteindre certains objectifs qui pourraient régulariser l'activité économique, c'est pourquoi l'Etat doit évaluer ses ressources et programmer ses dépenses en fonction de la politique choisie.

En période de baisse de conjoncture, l'Etat intervient et adopte une politique de relance de la demande (politique budgétaire expansionniste) en manipulant les niveaux de recettes ou de dépenses publiques comme suit :

²⁵ Kouider Boutaleb, « la problématique de l'efficacité de politiques économique dans les P.D.V : cas de l'Algérie », Université de Tlemcen, p2.

²⁶ La courbe de Phillips mentionne une relation décroissante existante entre le taux de chômage et le taux d'inflation, en période de chômage, l'offre de travail est excédentaire, en conséquent on remarque une diminution des prix, inversement, en période de chômage très faible les prix augmentent.

²⁷ A. William Phillips, Relation between unemployment and rate of change of money wage rate in UK (1861-1957) », 1958.

²⁸ Olivia Montel-Dumont, La politique budgétaire, Ed La documentation française, 2010, p95.

- La hausse des dépenses de l'Etat (constructions, investissements publics) qui va agir sur la consommation publique donc sur la demande globale.
- La diminution des impôts qui va agir sur la consommation des ménages par une augmentation des revenus disponibles.

À l'inverse, en période de conjoncture haussière ou de surchauffe de l'économie, l'Etat adopte une politique de rigueur (politique budgétaire restrictive) afin de diminuer la demande globale en diminuant le niveau des dépenses ou en augmentant celui des recettes afin de diminuer les tendances inflationnistes car dans ce cas le niveau de la demande globale dépasse le niveau de l'offre globale.

En cas d'une forte dégradation de la conjoncture économique, l'Etat guide une politique budgétaire volontariste, cette politique consiste à remédier à l'insuffisance des dépenses privées par une augmentation des dépenses publiques ou par la réduction des charges fiscales afin d'augmenter le niveau du revenu disponible, cette politique est fondée sur le mécanisme de multiplicateur Keynésien²⁹.

La politique budgétaire vise à réaliser les objectifs du carré magique : La croissance économique et la lutte contre la récession, l'emploi, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur. A ces objectifs s'ajoute des objectifs sociaux d'équité, d'égalité, de bien être, de justice et d'autres objectifs d'ordre éducatif, culturel et de santé publique.

4.1) Le fondement théorique de la politique budgétaire

4.1.1) L'approche classique

L'école classique qui remonte au 17^{ème} siècle considère que l'économie de marché est fondamentalement stable en raison de ses propres mécanismes d'auto régulation, les tenants de cette approche préconisent alors le minimum d'intervention de l'Etat, pour eux toute augmentation des dépenses publiques entraîne une diminution des dépenses privées de consommation et d'investissement.

4.1.2) L'approche Keynésienne

La politique budgétaire est une invention du XX^{ème} siècle, qui doit beaucoup aux travaux de John Maynard Keynes. L'apparition de la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la

²⁹ Un mécanisme mis en œuvre par Keynes, il permet de compenser la diminution des dépenses publiques par une augmentation des dépenses privées.

monnaie de Keynes en 1936 privilégie la gestion des finances publiques, elle accorde une place importante au rôle de l'Etat dans l'activité économique.

Keynes pense que l'économie de marché a besoin d'une certaine régulation de la part de l'Etat par la mise en œuvre des mesures qu'il juge utiles. Selon lui l'intervention de l'Etat crée des effets positifs sur l'économie et règle le déséquilibre économique, il souhaite assurer le plein emploi en agissant sur la demande, Pour cela il utilise l'effet multiplicateur d'investissement, un mécanisme qui traduit le fait que l'augmentation d'un investissement engendre un accroissement plus que proportionnel du revenu national.

4.1.3) L'approche néoclassique

Selon les néoclassiques, la politique budgétaire est inefficace, En fait lorsque l'Etat fait recours à l'emprunt pour financer les dépenses publiques, les ménages anticipent une augmentation d'impôt futur et ils réduisent leurs consommations afin de rembourser la dette, C'est le principe de l'équivalence ricardienne.

5) Les instruments de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'Etat comme un instrument de régulation, elle s'appuie sur les dépenses et recettes publiques.

5.1) Le budget de l'Etat

Le budget de l'Etat est un document administratif et comptable préparé par le gouvernement (pouvoir exécutif) et voté par le parlement (pouvoir législatif) dans la loi de finance afin de prévoir et autoriser les ressources et dépenses de l'Etat durant une année, il est déterminé par plusieurs principes³⁰, tels que :

- Le principe d'annualité ; l'autorisation des ressources et dépenses de l'Etat doit être voté chaque année au début de la période budgétaire généralement coïncide le 1^{er} janvier.
- Le principe de l'unité ; ce principe oblige à faire apparaître l'ensemble des recettes et dépenses de budget dans un document unique.
- Le principe de spécialité ; signifie que les dépenses et les recettes ne sont autorisées que pour un objectif bien particulier.

³⁰ François Duruel Buisson, Budget et pouvoir financier, Ed Dalloz, 2001, p13.

- Le principe d'universalité ; ce principe impose que le budget décrive l'ensemble des dépenses et recettes et doit assurer la transparence et la sincérité de l'acte budgétaire³¹.

5.2) Les recettes publiques

Les ressources publiques figurent l'ensemble des recettes de l'Etat qui résultent de deux sources :

- Les recettes fiscales ou l'imposition ; « un impôt est un prélèvement en argent opéré par la contrainte sur les recettes des particuliers à raison de leurs revenus et de leurs richesses, en vue de subvenir aux besoins de l'Etat ». On distingue deux catégories d'impôts :

- Impôt directe ; concerne le revenu (impôt sur le revenu globale) et le patrimoine (impôt sur le bénéfice des sociétés).
- Impôt indirect ; lié à la consommation (taxe sur la valeur ajoutée).

- Les recettes non fiscales ; généralement c'est les revenus du patrimoine de l'Etat, les revenus de l'activité industrielle et commerciale de l'Etat³².

5.3) Les dépenses publiques

La taille des dépenses publiques reflète le degré d'intervention de l'Etat dans l'économie d'un pays, elles sont définies comme « les dépenses réalisées par la collectivité publique en vue de la satisfaction de l'intérêt général, pour répondre à la demande sociale, c'est-à-dire les besoins exprimés par les citoyens »³³. On différencie les dépenses selon leurs rôles économiques :

- ✓ Dépenses de fonctionnement (courantes) ; dont l'objet est de permettre le fonctionnement des équipements (salaires, pensions de fonctionnaires et employés d'Etat, achat de fourniture...etc.), elles assurent l'exploitation des services publics.
- ✓ Dépenses d'intervention ou de transferts ; sont des dépenses inscrites au budget d'une personne publique, mais qui y transitent à travers, pour être redistribués au profit des particuliers ou d'organisme sous forme de subventions aux entreprises, transferts aux ménages (allocation familiale, bourse d'étude...etc.) et contribution à la sécurité sociale.
- ✓ Dépenses d'investissement (en capitale) ; elles comportent les dépenses d'investissement qui servent à accroître le patrimoine public ainsi que le

³¹Jaques Percebois, Economie des finances publiques, Ed Armand Colin, 1991, p13.

³²Ahmed Silem, Jean-Marie Albertini, lexique d'économie, Ed Dalloz, Paris, 2002, p397.

³³Berbard Waque, la dépense publique, Ed Institut De L'entreprise, Paris, 2002, p15.

remboursement de la dette publique, ces dépenses sont de deux ordres, dépenses civiles (infrastructures) et militaires (exigence de la défense nationale)³⁴.

5.4) Le solde budgétaire

Le solde budgétaire représente l'écart positif (excédent) ou négatif (déficit) entre les recettes et les dépenses, il est considéré comme un bilan de la politique menée pendant l'année, lorsque le solde est nul le budget est équilibré³⁵.

5.5) Les fonctions économiques de l'Etat : la théorie de R Musgrave 1959

L'économiste américain Richard MUSGRAVE dans (*the theory of public finance.1959*), élabore une typologie des fondements de l'intervention des pouvoirs publics dans une économie de marché en spécifiant trois fonctions de l'Etat :

- **La fonction d'allocation des ressources** : consiste à rétablir un usage des ressources optimal au sens de PARETO³⁶ ; à chaque fois que le jeu spontané des échanges et des marchés s'écarte de cette optimum, l'Etat effectue des dépenses pour financer des biens collectifs. L'Etat s'occupe de la mise en place d'un certain nombre de services publics en produisant des biens et services non marchands (infrastructures, écoles, hôpitaux, services transports...etc.) afin d'assurer une allocation optimale des ressources.
- **La fonction de distribution (répartition)** : est l'ensemble des mesures prises pour modifier la répartition des revenus en prélevant des impôts et des cotisations aux agents économiques et en les renversants comme revenus de transfert et elle consiste à pallier les inégalités sociales.
- **La fonction de régulation (stabilisation)** : signifie la mise en place d'un cadre réglementaire ; L'Etat stabilise la conjoncture économique en appliquant des politiques contra-cycliques afin de relancer l'activité en période de récession et en menant des politiques restrictives³⁷.

³⁴ Michel Bouvier, Marie-Christine Esclassan et J.P.Lassalle, finance publique, Ed Lextenso ; Paris ; 2014 ; p 62-63.

³⁵ Michel Rackin, Robin Gade et Benoit Car Michael, « introduction à la macroéconomie moderne », Ed Dunod, Paris, 1998, p387.

³⁶ Optimum de Pareto ou maximum d'ophélimité, introduit par l'économiste Vildero PARETO dans son manuel « économie politique », représente un Etat économique dans lequel l'amélioration de la situation d'un individu n'est plus possible sans la dégradation de la situation d'un autre.

³⁷ A. Bénancy-Quère, P. Jaquet et J. Pasani-Ferry, « Politique économique », Ed de Boeck, 2014,

6) La politique monétaire

Similaire à la politique budgétaire, la politique monétaire est une fraction intégrante de la politique économique et sa conception découle profondément des mécanismes monétaires d'où son appellation de politique monétaire, elle est déterminée comme « *la mise en œuvre des moyens de régulation de la masse monétaire, c'est-à-dire le contrôle du prix et de la quantité* »³⁸. C'est l'ensemble des actions des autorités monétaires chargé de modifier la quantité, la disponibilité et le coût de la monnaie en circulation.

Elle vise à gérer les besoins de l'économie en monnaie qui vise à influencer sur la masse monétaire (M2) en circulation. Elle peut être expansionniste (de relance) en cas d'une croissance économique faible et de taux de chômage élevé³⁹, ou restrictive (de rigueur) en cas de surchauffe de l'économie où on enregistre un taux d'inflation important et un déséquilibre des échanges extérieurs⁴⁰, elle a donc le rôle de coordonner des actions pour atteindre ses objectifs : la croissance économique, la stabilité des taux d'intérêt, la stabilité des prix et l'équilibre externe (stabilité des marchés des changes), mais son principal objectif reste toujours le maintien de la stabilité des prix par l'intermédiaire d'une banque centrale indépendante, crédible et transparente.

6.1) Le fondement théorique de la politique monétaire

La politique monétaire est un concept relativement récent. Ce n'est qu'à partir du moment où la théorie quantitative de la monnaie a été discutée que les économistes se sont interrogés sur la possibilité pour un Etat d'agir sur les variables réelles de l'économie en faisant varier le taux d'intérêt ou la quantité de monnaie disponible⁴¹.

6.1.1) La théorie quantitative de la monnaie(TQM)

La TQM est l'une des conceptions les plus anciennes en science économique, apparue lors de l'afflux des métaux précieux en Europe. Elle a été retrouvés chez J.Bodin (1568) dans

p 267-268.

³⁸ Marteau Didier, « Monnaie et marchés financier », Ed Economica, 2008, p101.

³⁹ Elle a pour objectif d'encourager la consommation et l'investissement à travers la baisse des taux d'intérêt et l'augmentation des exportations après avoir diminuer le taux de change.

⁴⁰ La banque centrale opte pour l'augmentation des taux d'intérêt, cela va réduire la consommation et les investissements et donc l'augmentation du taux de chômage d'une part, et la maîtrise de l'inflation et réduction les exportations à travers l'augmentation du taux de change d'autre part.

⁴¹ Jacque Fontanel, « analyse des politiques économiques », Ed office des publications universitaires, Université Pierre Mendès France Grenoble 2, 2005, p59.

son mémoire intitulé «*Reponse aux paradoxes de M. De Malestroit touchant l'enchérissement des choses* », Cantillon (1755) dans «*essai sur la nature du commerce en générale* » et Hume (1752) «*political discourses* ». D Ricardo évoque une équation reliant monnaie, transaction et niveau générale des prix, mais son analyse reste incohérente. Dans un exposé également littéraire que celui de Ricardo, John Stuart Mill énonce que «*la monnaie dépensée est égale en valeur aux marchandises quelle achète* » et que la monnaie a une vitesse de circulation qu'il définit comme «*le nombre moyen des achats faits par chaque pièce de monnaie dans la circulation d'une somme d'affaire donnée* »⁴². Dans son coté Malthus affirme que la monnaie nouvellement émise modifie la répartition en déséquilibrant la dépense au profit de la formation du capital.

En effet, il existe deux formulations de la **TQM**, En 1911, Irving Fisher «*The parachasing power of money* » apporte une touche finale à cette théorie en introduisant une formulation mathématique, que Patinkin(1965) qualifiera «*d'approche par les transactions* ». Fisher explique que le niveau général des prix est proportionnel à la masse monétaire, c'est la masse monétaire qui implique une variation des prix, autrement dit une hausse de la quantité de monnaie crée mécaniquement de l'inflation. Formellement la **TQM** est définie par :

$M \times V = P \times T$, Avec : **M** (la quantité de monnaie en circulation), **V** (la vitesse de circulation de la monnaie), **P** (le niveau générale des prix et **T** (le volume des transactions). L'équation de Fisher est toujours validée sous deux hypothèses : la première stipule que la quantité de monnaie en circulation est exogène, quand le niveau est déterminé par les autorités monétaires. Quant à la deuxième, elle stipule que la vitesse de circulation de la monnaie **V** et le volume des transactions **T**, sont des variables fixes⁴³.

La deuxième formulation est celle de Pigou (1917puis 1941, 1943 et 1947), il suppose que les agents économiques expriment une demande de monnaie proportionnelle à leur niveau de dépense conditionné par leur revenu. Et donc l'équation d'échange de Fisher est transformée en une fonction de demande de monnaie. Elle s'écrit : $M=PKY$ avec $K = \frac{1}{v}$. C'est une équation d'écrivant l'équilibre du marché de monnaie, lorsque les agents perçoivent une modification de leurs encaisse (augmentation de la quantité de monnaie), ils cherchent à en trouver le niveau requis défini par **K** (ils vont augmenter leurs demande de biens et services).

⁴²Jacque fontanel, Op.cit, P 62

⁴³ Anne Laving, Jean-Paul Pollin, La théorie de la monnaie, Ed La Découverte, Paris, 1997, p10-12.

6.1.2) La politique monétaire selon les Keynésiens

Keynes remet en cause les classiques par l'abandon des deux hypothèses de base de la TQM d'une part, l'augmentation de la masse monétaire ne conduit pas seulement à la hausse des prix mais aussi au niveau de l'activité (emploi), « tant qu'il existe de chômage, l'emploi varie proportionnellement à la quantité de monnaie ; lorsque le plein-emploi est réalisé, les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie »⁴⁴. D'autre part, l'hypothèse de vitesse de circulation de la monnaie constante est démontrée, en effet la demande de monnaie est aussi dépendante des taux d'intérêt tout comme le niveau des revenus (niveau de production). En situation de forte offre de monnaie sur le marché monétaire, la banque centrale achète des titres proposés par les banques commerciales contre la monnaie nouvelles, il s'agit de création monétaire, cela entraîne une baisse des taux d'intérêt et favorise l'investissement des entreprises et accélère l'activité économique, inversement si la banque centrale conduit une politique monétaire en vue de ralentir l'activité économique, elle diminue l'offre de monnaie et augmente les taux d'intérêt.

6.1.3) La politique monétaire selon les monétaristes

Ce n'est qu'en 1956, qu'elle prend une forme d'une nouvelle théorie de la demande de monnaie que Milton Friedman « *The Quantity Theory Of Money a Restatement* » appelé « la nouvelle théorie quantitative » en choisissant de raisonner sur la longue période, et considérant que la demande de monnaie est une fonction stable et que l'inflation trouve sa source dans la création monétaire. Selon Friedman « *l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut pas être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production* ». L'absence d'illusion monétaire⁴⁵ et l'utilisation de l'effet d'encaisse réelle sont les piliers de cette nouvelle théorie quantitative⁴⁶, Selon Friedman, « la politique monétaire doit consister à faire croître l'offre de monnaie à un taux qui, majoré du taux de variation de la vitesse de circulation de la monnaie, serait égal à celui de la croissance du produit national en terme réel, le respect de cette règle simple donne les meilleures chances que cette croissance se réalise effectivement et sans inflation.

⁴⁴ J. M. Keynes, « la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », 1936, p267.

⁴⁵ Découle du fait que les agents font des erreurs d'anticipation, et les corrigent progressivement (anticipations adaptatifs).

⁴⁶ M. Friedman, « la monnaie et ses pièges », Ed Dunod, Paris, 1993, p2.

6.2) Les instruments de la politique monétaire

La politique monétaire est destinée à influencer la quantité de monnaie en circulation en vue d'atteindre des objectifs généraux de la politique économique, Keynes affirmait que la quantité de monnaie n'est pas déterminée par le public, mais par l'action de la banque centrale, cette dernière dispose de plusieurs instruments d'interaction sur la masse monétaire ;

6.2.1) L'encadrement des crédits

C'est une mesure administrative de contrôle direct de la création monétaire réalisée par la banque centrale, étant le crédit à l'origine de la création monétaire, il est nécessaire de le limiter et de déterminer un plafond de crédit octroyé aux banques à ne pas dépasser sous forme d'une norme ou d'un pourcentage et donc freiner la progression de la masse monétaire en circulation, Ces normes sont souvent fixées pour une durée d'une année, en cas de dépassement, la banque sera sanctionnée par la loi⁴⁷.

6.2.2) Le refinancement bancaire

Considéré comme la forme principale du contrôle monétaire qu'exerce la banque centrale en utilisant un certain nombre d'instruments monétaires dont les principaux sont le réescompte et les opérations d'Open Market.

- **Le réescompte** : est l'opération par laquelle une banque centrale escompte des effets (traits, lettres de change, des billets à ordre) présentés par une banque commerciale. « Un créancier possédant un papier commerciale de reconnaissance de dette peut obtenir avant l'échéance un crédit bancaire, contre remise à la banque de cet effet de commerce, il s'agit d'un escompte commercial, la banque à son tour peut obtenir des liquidités auprès de la banque centrale et lui cédant cet effet de commerce : c'est le réescompte »⁴⁸. Le réescompte est donc utilisé pour refournir en liquidité auprès de la banque centrale et se réalise à travers le paiement d'un taux d'escompte, ainsi la manipulation de ce taux permet de régulariser la masse monétaire. En vue de limiter la masse monétaire la banque centrale opte pour l'augmentation du taux de réescompte, elle peut aussi le baisser en vue d'encourager les crédits et donc la masse monétaire.

⁴⁷M.Y. Boumghar, « La conduite de la politique monétaire en Algérie : un essai d'examen », CREAD, 2004, p7.

⁴⁸Jean-Yves Capul, Monnaie et politique monétaire, Cahier français N 267, Ed La documentation française, 1996, Paris P42.

- **L'Open Market** : ou marché ouvert, est une technique d'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire par l'achat et la vente des titres publics ou privés. Si la banque centrale envisage de limiter la création monétaire, elle vend des titres contre de la monnaie et absorbe de ce fait une partie des liquidités disponible sur le marché, dans le cas contraire elle en vend pour émettre de la monnaie sur le marché.

6.2.3) Les réserves obligatoires

Constituent le pourcentage de dépôt que les banques commerciales doivent conserver dans son compte courant ouvert auprès de la banque centrale, il est utilisé pour modifier la liquidité bancaire et agir par ce biais sur la politique du crédit, une augmentation du taux de réserve obligatoire provoque un manque de liquidité, et par la suite décourager les banques à donner d'avantage des crédits et limiter la création monétaire, en baissant ce taux, la banque centrale incite les banques commerciales à octroyer plus de crédits et à la création monétaire⁴⁹.

Conclusion

Afin de réaliser l'équilibre macroéconomique, les politiques économiques s'appuient sur deux instruments ; la politique budgétaire qui agit principalement sur la demande globale et donc sur les flux dit réels dont le budget de l'Etat représente une pièce maitresse, en effet, l'intervention publique, dans certaines conditions, permet de soutenir la demande globale lors d'une récession, à long terme, comme mentionné dans les modèles de la croissance endogène, l'intervention publique peut placer l'économie sur un sentier de croissance endogène et soutenable en agissant positivement sur l'offre. L'autre pilier de la politique économique, la politique monétaire et à travers les instruments adéquats utilisés par la banque centrale permet de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la croissance économique et de maintenir une inflation stable et modérée avec la garantie des stabilités internes et externes. L'usage efficace des politiques économiques est primordiale pour encourager la croissance et améliorer le bien-être, à cet effet les pouvoirs publiques doivent concevoir et mettre en place des politiques économiques en parfaite adéquation avec les objectifs économiques et sociales du pays.

⁴⁹ Jean-Yves Capul, Op.cit., pp 42-43.

CHAPITRE II :

LA POSITION ECONOMIQUE
ADOPTEE EN ALGERIE

Introduction

L'Algérie demeure un pays mono-exportateur d'hydrocarbures, cette situation fait que la structure et la santé de l'économie algérienne sont tributaires du prix mondial du pétrole, Néanmoins, elle demeure fortement caractérisée par un faible niveau de production hors hydrocarbure, face à la chute brutale des prix de pétrole, les pouvoirs publics ont pris des mesures pratiques pour améliorer le fonctionnement de l'économie en essayant de réduire cette dépendance et cherchent à atteindre certains objectifs à travers l'adoption d'ensembles de moyens et instruments formant des politiques économiques monétaires ou budgétaires, chacune étant mises en œuvre pour atteindre des objectifs finaux désignant le fameux carré magique.

Dans ce cadre, l'objet de ce deuxième chapitre est de retracer les différentes phases de l'évolution de l'économie en l'Algérie et les principales réformes économiques depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. L'analyse porte sur la manière dont la politique monétaire et la politique budgétaire ont été conduites, les grandes orientations et les moyens mis en place pour leurs concrétisations durant ses deux dernières décennies.

Section 1 : Evolution de l'économie en Algérie

1) Les différentes phases de l'évolution de l'économie en Algérie

1.1) La période de la planification centralisé (1967-1984)

Dès la récupération de sa souveraineté, l'Algérie lança de grands projets industriels qui lui ont permis de mettre en place une base économique stable. Compte tenu de sa dépendance à la rente pétrolière, commençant par un tout premier plan triennal (1967-1969) afin de développer le processus productif du pays à travers l'installation des supports techniques et institutionnels, suivis par le plan quadriennal (1970-1973) basé sur le développement de l'industrie tout en délaissant l'agriculture (35 milliards de dépenses publiques avec 51% p

our l'industrie et 15% pour l'agriculture) et le deuxième plan quadriennal (1974-1977) avec un budget important afin de soutenir le secteur productif, industriel et d'infrastructures.

Le secteur agricole a vu sa part d'investissement avec le premier plan quinquennal (1980-1984) visant l'amélioration des conditions générales du fonctionnement du secteur agraire et d'atténuer la dépendance alimentaire du pays. Et enfin le deuxième plan

quinquennal (1985-1989) qui vise à encourager l'investissement dans l'agriculture à travers le prolongement de la réalisation du plan précédent¹.

1.2) La période des réformes économique (1986-1989)

En tant que pays mono-exportateur, l'Algérie est économiquement très vulnérable, et dépend exclusivement des fluctuations du marché international des hydrocarbures. Ce dernier va connaître au milieu des années 1980 deux phénomènes, dont l'impact a été négatif et profond sur l'économie : La chute des prix des hydrocarbures, à laquelle s'ajoute celle du dollar, ce qui a engendré des conséquences néfastes sur le plan social et économique du pays, en effet, les recettes budgétaires résultant de la fiscalité pétrolière ont baissé, ce qui a privé le pays de ressources financières importantes destinées à l'investissement et à l'importation des biens d'équipements, de biens de consommation et de produits semi-finis pour l'exploitation des unités industrielles publiques et privées. Par ailleurs, ces dernières connaissent à leur tour un taux de croissance négatif de -7,8 % en moyenne entre 1985 et 1989 (-0,5 en 1985, -16,4 en 1986, -6,7 en 1988 et -2,2 en 1989)². Ceci s'est traduit par un ralentissement des activités économiques ce qui a engendré un déficit des entreprises publiques en matières premières. Il est donc temps aux autorités de lancer de nouvelles réformes structurelles : L'autonomie des entreprises publiques et la réorganisation du secteur agricole en changeant le régime d'exploitations qui deviennent des propriétés agricoles collectives ou individuelle, la tentative d'associer le privé au développement économique du pays, la libéralisation du commerce extérieur en vue d'encourager l'intégration de l'économie algérienne dans le marché mondial, l'amélioration du secteur bancaire par l'accroissement de l'intermédiation financière des banques et leur participation active dans la collecte de l'épargne publique et privée³.

1.3) Le passage à l'économie de marché et l'ajustement structurel (1990-1998)

L'économie algérienne a connu au début des années 90 une mutation avec le passage d'une économie centralisée à une économie de marché. Caractérisée par une ouverture des échanges commerciaux, et une présence de l'entrepreneuriat privé dans l'ensemble des secteurs économiques.

¹Abbas Amina ; «Efficacité et limites de la politique économique et conjoncture dans un modèle de type « MUNDELL- FLEMING »étude économétrique sur l'Algérie ; 2015 ; p181.

²Ouchichi M. (2011), L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie, Thèse de doctorat en Science Politique, Université Lumière Lyon 2 ; p112.

³ Abbas. A p183-185.

À l'arrivée du gouvernement des réformateurs à la tête de l'État en 1989, une nouvelle dynamique prendra place par la mise en œuvre d'un projet global de réformes économiques caractérisées par une gestion active de la dette extérieure :

- le 30 juin 1989, le gouvernement signe un accord « stand-by » avec le FMI, pour un prêt de 155.7 millions de DTS⁴ touchant la politique monétaire.
- le 03 juin 1991 pour un prêt de 300 millions DTS, d'une durée de dix mois conditionnés par quelques réformes concernant la libéralisation du commerce extérieur, le régime fiscal et l'investissement direct étranger, afin de remédier à la position inconfortable de l'Algérie sur le marché international des capitaux.
- Avril 1994 jusqu'à Mars 1995, le gouvernement demande le rééchelonnement de sa dette extérieure et doit négocier un PAS⁵ avec le FMI et la Banque Mondiale⁶.
- Un deuxième accord de rééchelonnement de la dette extérieure sur une période de trois années (1995-1998) fût accompagné d'un programme d'ajustement structurel dans le cadre des accords avec le FMI. Qui vise à augmenter la productivité des entreprises publiques, l'expansion des exportations hors hydrocarbures, réduction de l'inflation, dévaluation et convertibilité du dinar dans les transactions étrangères, l'application de politique conjoncturelles contra-cycliques rigoureuses, en réduisant les déficits budgétaires et en augmentant les taux d'intérêt et la libéralisation du système bancaire et le développement d'une intermédiation financière capable de collecter l'épargne et l'orienter vers des utilisations productives⁷.

Parmi les résultats macro-économiques réalisés⁸ :

- L'inflation, après avoir atteint 29% en 1994 est tombée à 6% en 1997 et 0.3 % en 2000;
- Les réserves de change sont passées de 1,5 milliards de dollars en 1993 à 2,1 milliards de dollars en 1995 puis 8 milliards de dollars en fin de 1997 ;
- Le service de la dette qui est passé de 100% en 1994 a baissé de près de 29,8% en 1997 ;
- Le PIB, après avoir régressé de 2% en 1993 n'a régressé que de 1% en 1994 pour afficher des taux de croissance de près de 4% en 1995 et de 4,5% en 1997.
- La libéralisation du commerce extérieur et la diminution des taxes douanières.

⁴ Droits de tirage spéciaux.

⁵ Ensemble de mesures déployées par l'Etat afin de réduire les déséquilibres économiques et financiers internes et externes et d'instaurer les éléments consécutifs d'une économie de marché.

⁶ Benissad H. le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb, Edition OPU, Alger 1999, p39.

⁷ Talahite F. (2010), Réformes et transformations économiques en Algérie, Economies et finances, université Paris-Nord.p12.

⁸ Rapport du FMI, 1998, pp.24-37.

- La dévaluation du dinar de 40.17 % en avril 1994 et cela après plusieurs glissements successifs dès 1987 et une dévaluation franche en 1991 (1\$ = 9DA en 1990, puis 18.5DA en 1991 et 24.1 DA en 1992).
- L'annulation des subventions de l'Etat sur la plupart des biens même ceux considérés de première nécessité.

1.4) Les plans de relance économique et de soutien à la croissance (2001-2014)

L'Algérie s'est lancée depuis 2001 dans des programmes de relance économique financés exclusivement par la rente pétrolière, les objectifs recherchés sont l'amélioration de l'environnement économique, promouvoir l'investissement national et l'amélioration du bien-être de la population, d'abord avec la mise en œuvre de programme triennal de soutien à la relance économique (PSRE 2001- 2004), puis cette dynamique a été modifiée par le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC 2005-2009) et enfin le plan quinquennal (2010-2014).

1.4.1) Le Programme de soutien à la relance économique (PSER 2001-2004)

Le PSRE constitue le premier plan de relance adopté, il visait trois principaux objectifs : réduction de la pauvreté, création d'emplois, préservation des équilibres régionaux et redynamisation des espaces ruraux⁹, son assiette était fixée à 525 mds de DA (7 mds de \$). Ce programme est conçu grâce à une politique de dépenses publiques expansionnistes s'articulait autour d'actions destinées à l'appui aux entreprises et aux activités productives agricoles et autres, au renforcement du secteur public dans le domaine de l'hydraulique, des transports et des infrastructures¹⁰. Ce plan a entraîné une accélération de la croissance (la croissance du PIB global est passée de 2,1% en 2001, à 4,10% en 2002, à 6,80% en 2003 et à 5,2 % en 2004), et à une baisse du chômage à 17,7% en 2004, alors qu'il était à 27.3% en 2001¹¹.

1.4.2) Le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC 2005-2009)

Grâce à une conjoncture pétrolière favorable, les autorités ont décidé de mettre en œuvre une politique budgétaire expansionniste visant à soutenir l'investissement public. Un vaste programme d'équipements publics a été adopté, suite au PSRE de 2001-2004. Qui

⁹ La Banque Mondiale « A la recherche d'un investissement public de qualité », Rapport N° 36270-DZ, juin 2007

¹⁰ Rapport de la banque d'Algérie.

¹¹ Rapport du FMI, 2005.

concerne 500Mds de dinars alloués au développement du secteur de logement, infrastructures des services publics, de la production agricole et des crédits aux petites et moyennes entreprises¹². Durant cette période 2005-2009. La croissance économique sera soutenue, Le PIB progressera en moyenne annuelle de 5,3% en volume¹³.

1.4.3) Le Programme de consolidation de la croissance économique (PCCE 2010-2014)

La gravité de la crise financière 2007/2008 a poussé plusieurs pays à opérer des restrictions budgétaires importantes, l'Algérie lance son deuxième programme quinquennal, complétant les deux précédents programmes de relance, doté d'une enveloppe de 21 214 mds de DA (286 Mds de \$), en s'appuyant sur deux volets ; Le parachèvement des grands projets déjà entamés, notamment dans les secteurs du rail, des routes et de l'eau, pour un montant équivalent à 130 mds de \$, et l'engagement de nouveaux projets qui coûtent près de 156 mds de \$. Dont : 40% pour le développement humains (éducation, hôpitaux, électricité, logement) et 60% pour les infrastructures de base et secteur public (route, transport, développement agricole et rurale)¹⁴.

1.4.4) La situation économique de 2014 jusqu'à nos jours

Pendant les années précédentes 2000 à 2014 l'Algérie a enregistré des taux de croissances favorables ou le PIB à un taux moyen de 2.79 à 4.25%. Le choc intervient en 2014 avec l'effondrement des cours du pétrole. « À l'instar des autres pays exportateurs de pétrole, l'économie nationale subit la baisse des prix du baril qui est une source de vulnérabilité importante pour la balance des paiements et les finances publiques », note la banque d'Algérie dans une note de conjoncture¹⁵. En effet, malgré la dépréciation du dinar, la fiscalité pétrolière a chuté de -7.9% en 2014 et de -32.9% en 2015 ; et afin de remédier à cette situation, le gouvernement a fait recours à une politique d'austérité budgétaire au cours de la réalisation du plan quinquennal 2015-2019, qui revoit un taux de croissance de 7% et une focalisation sur le développement du secteur financier, le tourisme et la diversification de l'économie tout en veillant à assurer le fonctionnement et la finition des infrastructures héritées des plans précédents. Pour cela une enveloppe initiale de 21.000 mds de DA (262,5 millions de \$) a été allouée.

¹² Elmoubarek Mohamed et Daoud Fatiha, « La contribution des finances publiques dans le développement de l'économie algérienne », N°11/2014.P20.

¹³ Rapport de la banque d'Algérie.

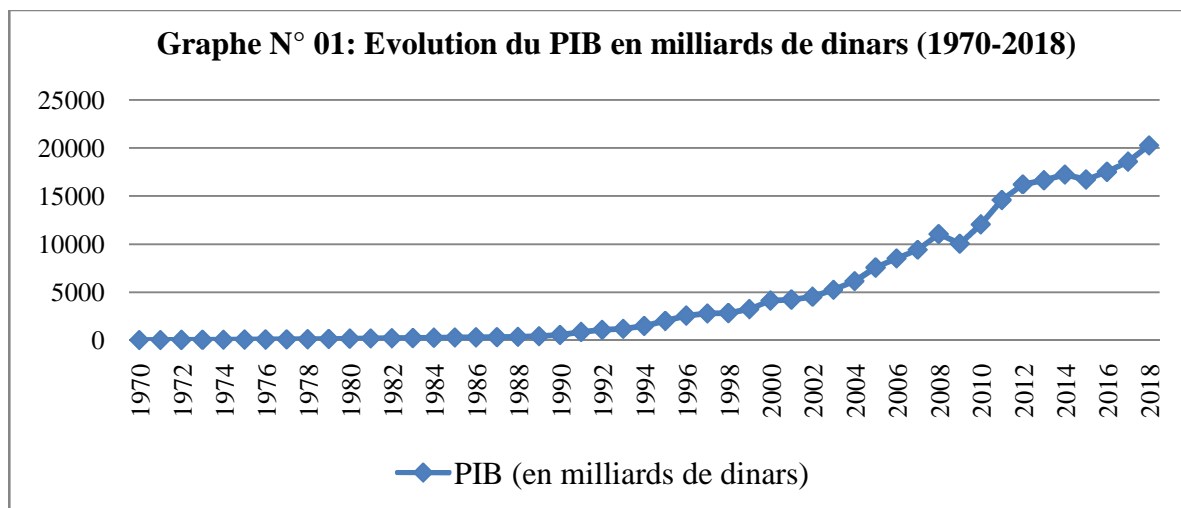
¹⁴ Ministère de l'industrie et la promotion de la PME, Revue n°1, janvier 2011, disponible sur le site www.mipmepi.gov.dz/IMG/PDF/001.pdf consulté le 16/05/2020.

¹⁵ Amayas Zmirli ; « Algérie - Plans de relance : la chronique d'un échec annoncé ? » ; Alger Publié le 09/10/2017 consulter le 20/05/2020.

Cependant, suite à la baisse des cours des hydrocarbures, ces cibles ont été fortement revus à la baisse avec l'introduction de nouveaux objectifs et une politique de rigueur, notamment une valorisation de la fiscalité ordinaire et une réduction du déficit, une croissance hors hydrocarbure de 6,5% et une promotion des secteurs manufacturiers et agricoles. En 2016, La croissance s'est poursuivie à un rythme soutenu à 3,8%, précise la banque mondiale dans son rapport de suivi de la situation économique. A la fin de l'année 2018, quatre ans après ce choc extérieur, la situation macroéconomique du pays est marquée par de profond déséquilibre : la croissance est très faible (1.4%), l'inflation au-dessus de l'objectif de la banque d'Algérie (4.3%), les comptes budgétaires et extérieurs sont fortement déficitaires (9-10%) et le chômage en hausse¹⁶.

2) Evolution de quelques indices macroéconomique

2.1) Evolution du produit intérieur brut



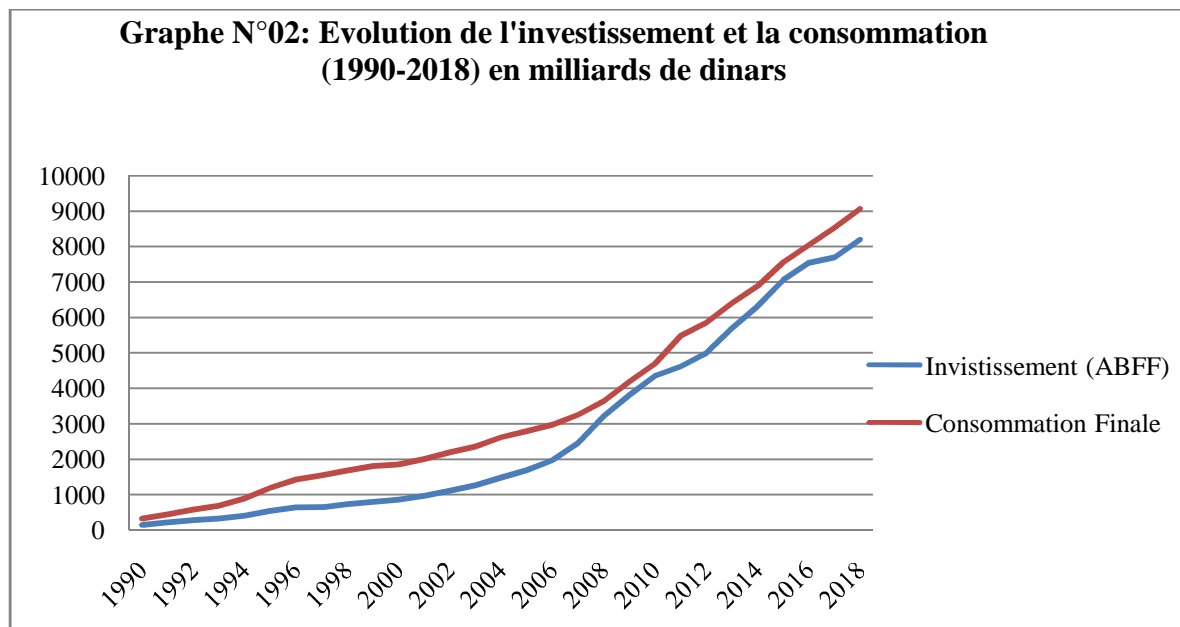
Sources : établi à partir des données de l'ONS (2019).

L'analyse de la courbe ci-dessus montre que le PIB algérien enregistre une croissance sur toute la période étudiée (1970-2018). Cette croissance est principalement tirée par les hydrocarbures qui ne continuent de peser. Durant la période (1970-1990), le PIB enregistre une évolution constante. A partir des années 90 ; on remarque une croissance qui demeure remarquable suite à l'extension des extractions du pétrole. Depuis 2000, une forte expansion est marquée pour atteindre 11042,84 Mds de DA lors de la crise des subprimes de 2008 suivi d'une baisse en 2009 d'une valeur 10034,25 Mds de DA. A partir de 2010, le PIB rattrape son évolution pour une valeur de 17228,6 Mds de DA en 2014, en 2015, période de liquidité due à

¹⁶ Loi de finance 2018.

la chute des prix des hydrocarbures la valeur du PIB baisse jusqu'à 16000 Mds de DA. A partir 2016, le PIB rejoint sa progression pour atteindre les 20000 Mds de DA en 2018.

2.2) Evolution de l'investissement et de la consommation



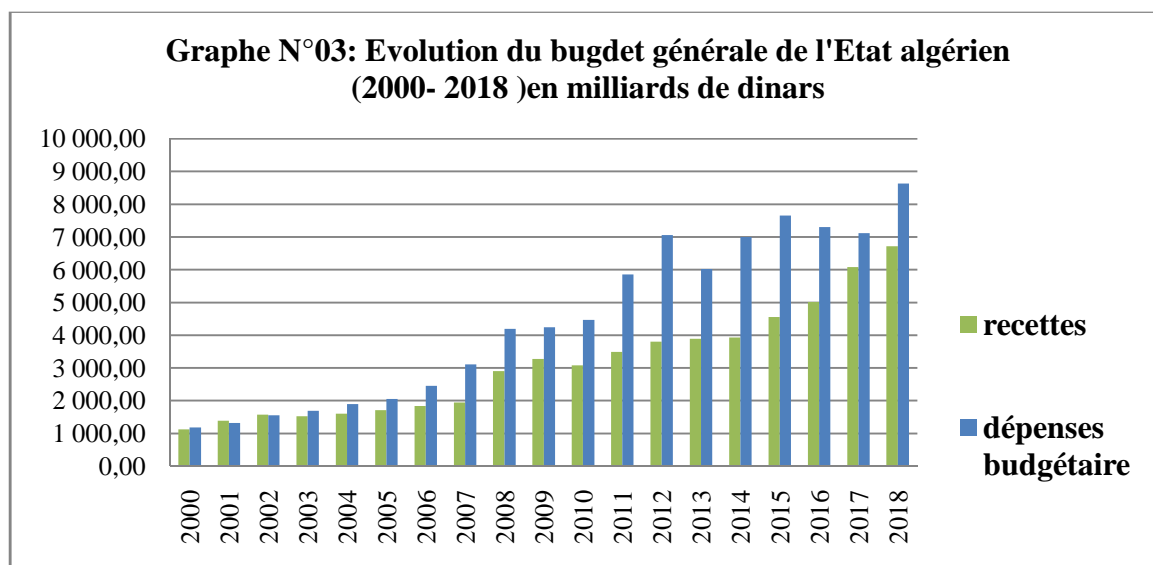
Sources : établi à partir des données de l'ONS (2019).

En matière de consommation final, la forme de la courbe montre que la consommation des ménages a suivi un parcours d'évolution positive durant toute la période d'étude, allant de 300 Mds de DA jusqu'à 9069,508 Mds de DA en 2018, C'est le résultat d'une croissance démographique rapide qui impacte le volume de la demande. A partir des années 2000, la consommation marque une évolution forte ; justifié par l'augmentation des revenus des ménages dus aux augmentations de la part des transferts dans le revenu.

En termes d'investissement, pendant la période allant de 1990-2000, l'investissement a enregistré une tendance baissière suite à la décennie noire et les mouvements politiques qu'était engendré par le découragement des investisseurs de ne pas avoir récupérés leurs capitaux. A partir des années 2000, l'investissement a connu une évolution remarquable grâce aux programmes que l'Etat a lancés qui constitue au développement de l'économie.

Section 2) : Evolution de la politique budgétaire en Algérie

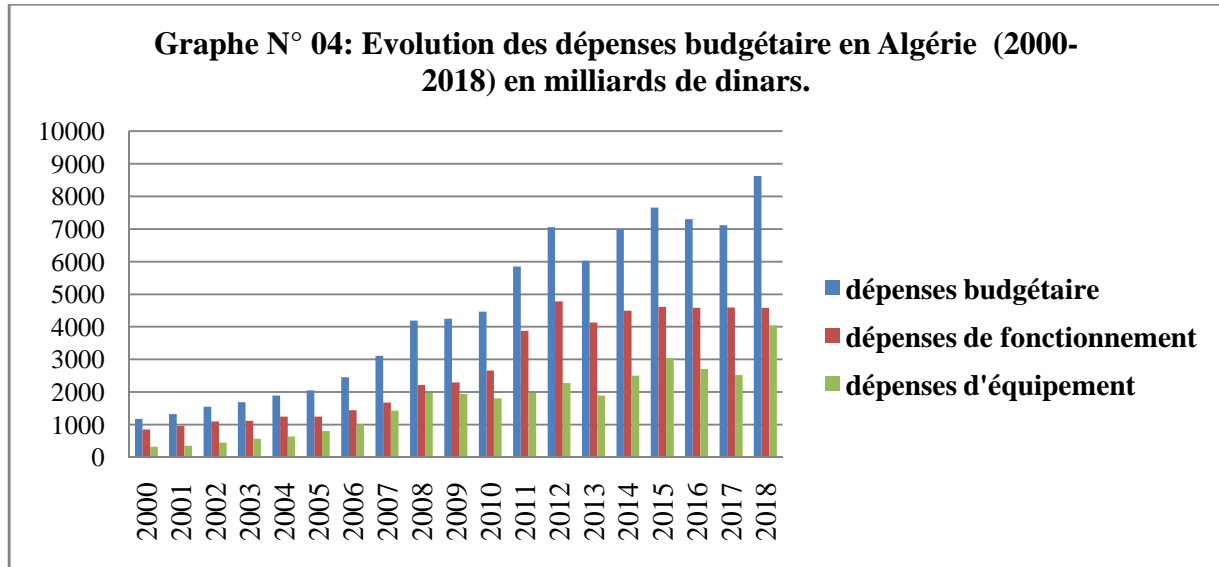
Depuis 2000, les recettes d'hydrocarbure connaissent un accroissement, ce qui a encouragé les autorités à accroître ses dépenses publiques. Dans ce cadre, l'Etat algérien a suivi une politique budgétaire expansionniste à travers les différents programmes de relance. La figure ci-dessous illustre l'évolution des dépenses budgétaire et des recettes de l'Etat depuis 2000 jusqu'à 2018.



Source : réalisé à base du rapport de la direction générale du trésor (2018).

Les dépenses budgétaires de l'Etat ont connu une tendance à la hausse très forte depuis 2000 et presque sur toute la période, il est passé d'un montant 1178.1 milliards de DA en 2000 à 7 milles milliards de DA en 2012, une légère baisse apparaisse en 2013. Cependant une certaine hausse en 2014 passant de 6995.8 milliards de DA à 8627.8 milliards en 2018, toutefois à des degrés différents. En effet, les dépenses ont une vitesse de croissance plus grande que celle des recettes, cette évolution montre la volonté de l'Etat de renforcer et soutenir sa croissance économique.

A travers la représentation graphique ci-dessous, nous allons décortiquer les dépenses budgétaires en dépenses de fonctionnement et d'équipement entre 2000 et 2018.



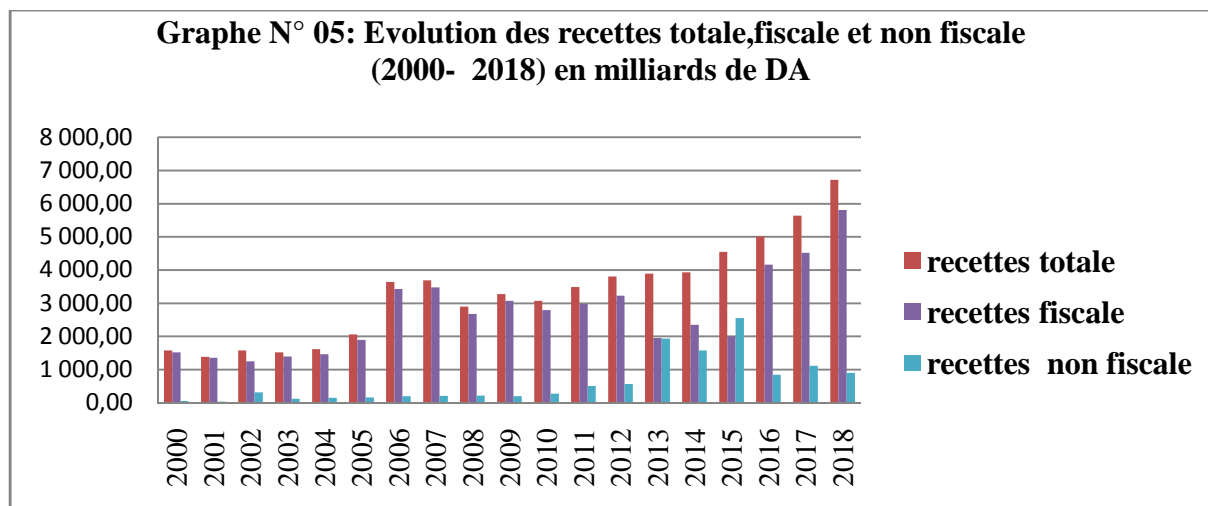
Source : réalisé à base du rapport de la direction générale du trésor (2018).

Selon cette figure, on constate une évolution continue entre un mille milliards de DA jusqu'à 8 milles milliards de DA depuis 2000 à 2018 pour les dépenses budgétaire globale. Une augmentation significative des dépenses d'équipement (d'investissement) est enregistrée à partir de 2001 suite aux différents programmes mis en place par les pouvoirs publics. En 2015, les dépenses d'équipement ont atteint son pic pour un montant important qui s'élève à 3039.32 mds de DA, destinés au secteur de l'habitat (financement des projets de logement). Néanmoins, en 2016 et 2017, ces dépenses ont connu une baisse par rapport à 2015. Quand à 2018, leurs valeurs s'élèvent jusqu'à 4043.30 mds de DA.

Toutefois, la part des dépenses d'équipement est moins importante dans les dépenses de l'Etat par rapport à celle des dépenses de fonctionnement. Ces dernières ont connu une variation positive significative à partir de 2008, l'année durant laquelle les pouvoirs publics ont lancé l'opération de relèvement de la grille salariale, avec effet rétroactif occasionnant un versement de grosses sommes d'argent (rappelles). Cette importante hausse des salaires a impacter profondément le budget de l'État, jusqu'à nos jours.

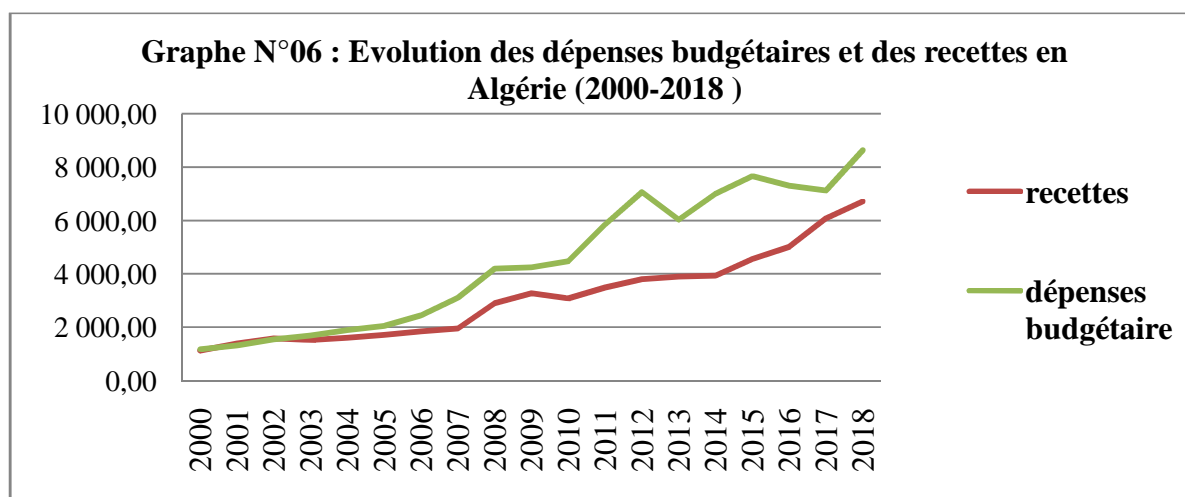
Les recettes budgétaires de l'Algérie reflètent une dépendance globale à la fiscalité pétrolière qui dépend des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. En effet, à partir des années 2000, elles ont légèrement progressé, passant de 1578 milliards de DA en 2004 à 2066 milliards de DA en 2005, en 2006, elles se sont établies à 3640 milliards de DA. A partir de

2009, les recettes totale ont progressé, passant de 3275 milliards de DA jusqu'à 6714.3 milliards de DA en 2018. En matière de recettes non fiscale, l'année 2015 est marquée par des recettes non fiscales qui sont supérieures aux recettes fiscales. Cette baisse est due, à la baisse des prix du pétrole sur le marché mondiale à partir de 2014.



Source : réalisé à base du rapport de la direction générale du trésor (2018).

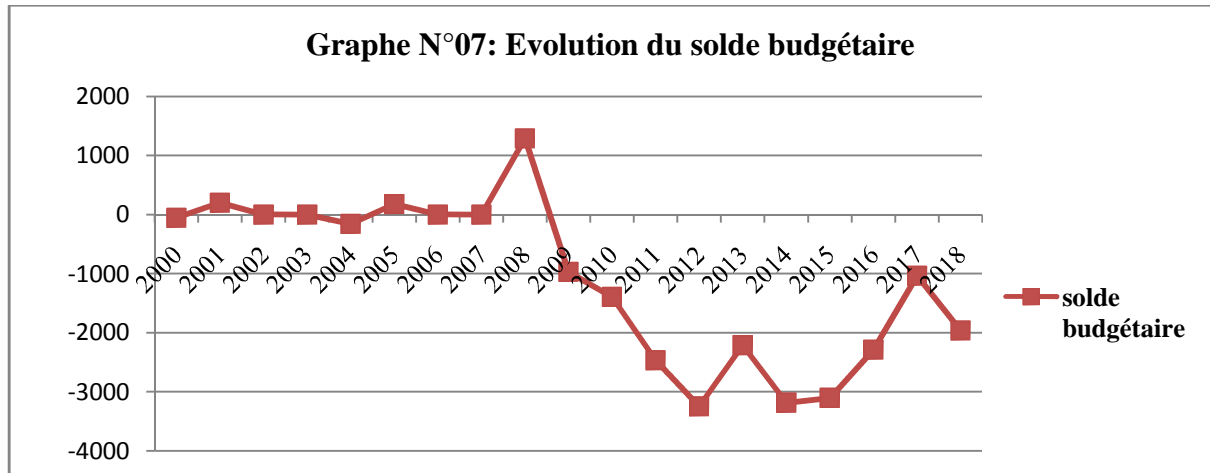
En termes de solde budgétaire, au début des années 2000, les dépenses budgétaires étaient au même niveau que les recettes. Par la suite, les dépenses commencent à dépasser les recettes pour dégager un solde négatif représentant un déficit budgétaire. La figure suivante illustre cette situation.



Source : réalisé à base du rapport de la direction générale du trésor (2018).

A travers la lecture de la courbe ci-dessous, le solde budgétaire est tantôt négatif tantôt positif, malgré la hausse continue des prix des hydrocarbures, le budget de l'Etat continue à

enregistrer des déficits budgétaires importants, et cela est expliqué par l'augmentation persistante des dépenses budgétaires suite aux actions prises par les autorités en matière de relance économique à travers les différents programmes élaborés depuis les années 2000.



Source : réalisé à base du rapport de la direction générale du trésor (2018).

Afin de faire face à l'évolution des déficits en cas de choc pétrolier ou suite aux politiques expansionnistes adoptées par le gouvernement depuis 2000, Un fond de régulation des recettes budgétaires a été institué dans le cadre de la loi des finances complémentaire pour la même année. Ce fond¹⁷ est alimenté par les encaissements au titre du surcroît de la fiscalité pétrolière résultant de la différence entre le prix de référence du pétrole et le prix moyen effectif de l'année.

Section 3 : Evolution de la politique monétaire en Algérie

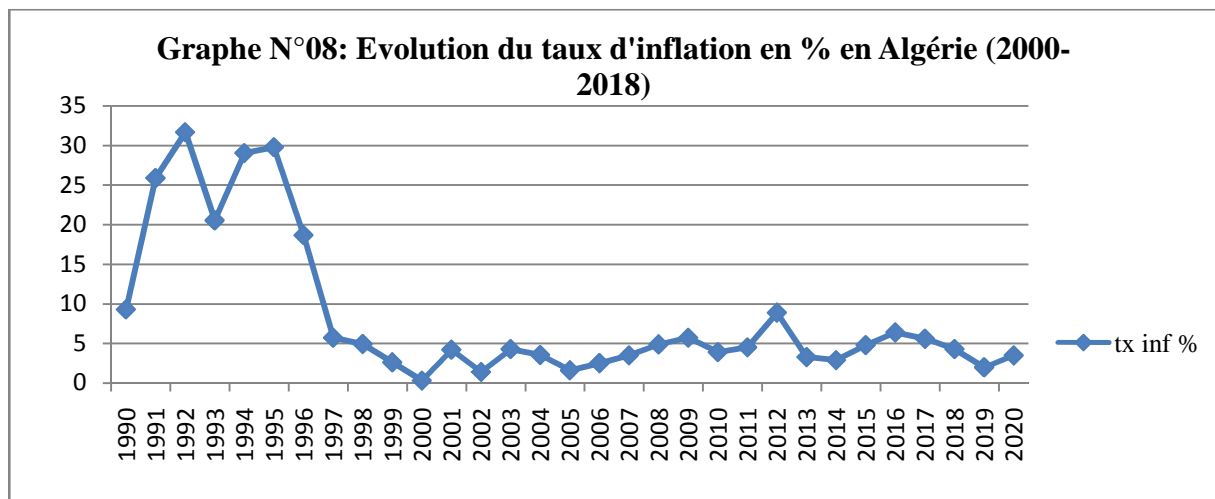
1) Aperçus historiques de la politique monétaire en Algérie et ses objectifs

Le système financier algérien a connu plusieurs changements durant son évolution en matière de politique monétaire, durant la période de la gestion centralisée (1962-1989) caractérisée par la récupération de sa souveraineté monétaire et financière, le choix de la politique monétaire assurant cette période dépendait du mode de financement de l'économie nationale qui favorise l'utilisation des contrôles qualitatifs (sélectivité des crédits), et quantitatifs (encadrement des crédits), orientés par des procédures administratives limitant ainsi le rôle de la banque centrale à la création monétaire, ce qui a causé par la suite une forte liquidité et une incapacité de la contrôler, allant d'un taux de croissance de la masse monétaire de 13% en 1964 contre celui de l'accroissement du PIB nominal de 7.6%

¹⁷ Ce fond est une épargne publique qui permet d'atténuer la volatilité des ressources budgétaires.

seulement, jusqu'à 30% en 1972 contre 22.6% du PIB nominal, et puis 15.3% en 1985 contre 11% du PIB nominal, cette surcharge de la masse monétaire en circulation qui ne trouve pas une contrepartie réelle s'est répercutée sur le niveau général des prix induisant l'apparition d'une tendance inflationniste.

Durant cette période le système monétaire algérien a connu un développement traduit par les opérations de financement des programmes de développement économiques et sociales et le soutien apporté à l'appareil productif en s'appuyant sur les recettes des hydrocarbures, mais les changements touchant l'économie internationale des années 1980, suite à l'effondrement des prix des hydrocarbures au 1886, ont gravement touché l'économie nationale à travers l'apparition des déséquilibres macroéconomique ce qui a mis en évidence ses défauts , et les autorités algérienne se sont vus obligées d'engager des réformes radicales, suivies par la promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit LMC (la loi 90/10 du 14/04/1990) ; visant l'organisation et le bon fonctionnement du système bancaire en matière de gestion de la politique monétaire et du change et de gestion de la dette extérieure , et l'ouverture du système bancaire aux investissements étrangère et de permettre aux agents économiques de se refinancer auprès de différentes sources à travers la création d'un marché financier, ce qui a rétablies les meilleurs conditions de transition vers une économie de marché (1990-2000) en se basant sur le principe de l'indépendance de la banque centrale¹⁸.



Source : réalisé à base de données du FMI (2018).

la promulgation de LMC n'a pas atteint son objectif principal par rapport à la maîtrise de l'inflation en début de période qui est marquée par une forte inflation, en effet son taux est

¹⁸Amokrane Mustafa, « la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites », Université Saad-Dahleb Blida, 2015.

passé de 9.3% en 1990 à 29.77% en 1995 passant par une pique en 1992 où son taux a atteint 31.66%, cela est lié à une demande de plus en plus importante face à une forte rigidité régulée en grande partie par les importations associées à une libéralisation des prix.

A partir de 1997, le taux d'inflation marque une certaine stabilité et semble être maîtrisé et tourne autour de 2.8% en moyenne et ce jusqu'à 2006, suite à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et l'adaptation d'une politique monétaire restrictive durant la période 2000-2005 afin de contrôler la liquidité globale et de prévenir la pression inflationniste. A partir de 2006 on peut clairement remarquer une tendance à la hausse jusqu'à atteindre une pique en 2012 (8.9%) dû à l'augmentation des salaires dans les fonctions publiques, en 2013 on enregistre une baisse remarquable du taux d'inflation (3.26%)¹⁹ suite à la mise en œuvre d'une politique prudente et de consolidation budgétaire des actions du gouvernement ce qui a contribué à la bonne tenue de l'inflation jusqu'à 2016 où son taux passe à 6.4% suite à la chute des prix des hydrocarbures durant cette période et les difficultés financières que connaît le pays jusqu'à nos jours, notons que le taux d'inflation en 2018, 2019, 2020 est de 4.3% , 2% , 3.5% successivement²⁰.

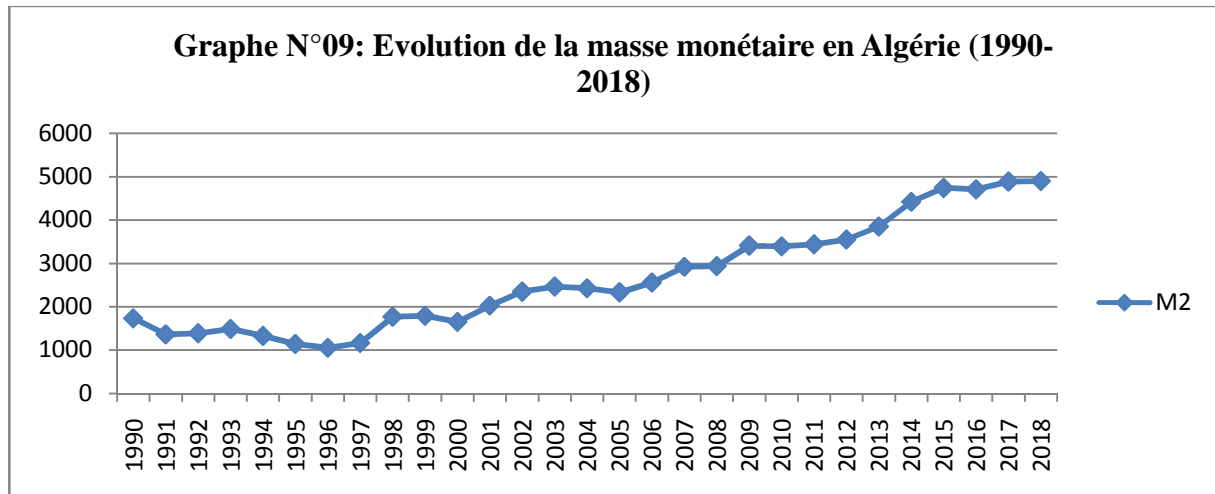
Afin d'atteindre son objectif final, un double objectif intermédiaire est mis en œuvre par la banque d'Algérie à savoir la limitation de la croissance de la masse monétaire et du crédit, en s'appuyant sur différents instruments à savoir les réserves obligatoires et la reprise de liquidité afin de maîtriser la croissance de la masse monétaire et de limiter l'inflation au dernier lieu.

2) La conduite de la politique monétaire en Algérie (2000-2018)

Dans son contexte de transition et de relance économique, la banque d'Algérie a adopté une politique monétaire de contrôle de l'évolution de la masse et de la liquidité monétaire afin de contenir les risques inflationnistes par le maintien d'une progression limitée des prix et d'assurer la stabilité du taux de change.

¹⁹ Bedjaoui Z, « la relation monnaie-inflation dans le contexte de l'économie Algérienne, thèse de doctorat, université Aboubaker Belkaid, Tlemcen, 2013.

²⁰ Rapports de la banque d'Algérie, 2018, 2019, 2020.



Source : réalisé à base de données de la banque d'Algérie (2018).

Après la promulgation de la loi sur le crédit et la monnaie en 1990, on remarque une légère diminution de la masse monétaire passant de 1728.39 milliards de DA en 1990 à 1360.66, 1386.39 et 1483.93 milliards de DA en 1991, 1992 et 1993 respectivement, où le système financier algérien durant cette période appartient à celui d'une économie d'endettement et le financement de l'économie se fait par le crédit bancaire, mais les vrais changements sont apparus qu'à partir de 1994 après la signature de l'accord stand-by avec le FMI en Avril 1994 et l'adoption d'une politique de stabilisation et des programmes d'ajustement structurels, et la mise en place de l'instrument d'open Market, la promotion de la flexibilité du taux d'intérêt par la déréglementation de la marge bancaire pour suivre la réalisation de l'objectif intermédiaire consistant dans la limite de la croissance de la masse monétaire M2, qui passe de 1325.7 milliards de DA en 1994 à 1051.44 milliards de DA en 1996, de même pour l'inflation (d'après le graphe n°08 l'Algérie commence à maîtriser son inflation à partir de 1994).

L'accroissement de la masse monétaire enregistré en (1997-2000) est dû essentiellement aux avoirs extérieurs du fonds monétaire international, notons que la masse monétaire est passée de 1161.39 milliards de DA en 1997 à 1648.94 milliards de DA en 2000, et dû à la forte croissance des dépôts à terme et aux devises, et l'Algérie passe d'une situation de manque de liquidité à une situation d'excès d'offre de liquidité depuis 2001 ce qui a permis aux banques commerciales d'être fonctionnelles et le système bancaire se trouve hors banque centrale en utilisant les instruments de réescompte, l'Open Market et les réserves obligatoires qui passent de 4.25% en 2001 à 6.25% en 2002 et 6.5% en 2004, de son tour la masse monétaire passe de 2423.55 milliards de DA en 2004 pour atteindre 2917.73 milliards de DA en 2007, chose qui

pourrait être expliquée par l'accroissement de la monnaie fiduciaire et des dépôts au trésor et les dépôts du secteur privé et la reprise directe de la liquidité²¹.

De 2008 jusqu'à 2013 la masse monétaire connaît une certaine stabilité et elle tourne autour de 3427.47 en moyenne parce que la politique monétaire adoptée durant cette période reste prudente fixant comme objectif majeur la maîtrise de l'inflation passant par le contrôle de la masse monétaire en premier lieu, en effet le montant global de la reprise à la liquidité a été ajusté à la hausse en 2010 pour atteindre 1350 milliards de Dinar pour faire face à l'inflation le coefficient des réserves obligatoires a été aussi ajusté à la hausse en 2012 afin de renforcer la politique monétaire dans le contrôle de l'inflation²².

Après la chute des prix des hydrocarbures la quantité de monnaie M2 reprend son accroissement, elle passe de 3848.19 milliards de DA en 2013 à 4734.73 milliards de DA en 2015, suite à ça la banque d'Algérie avait suspendu les opérations de la contraction de la liquidité bancaire et elle a réintroduit des instruments de refinancement notamment les opérations d'Open Market, et la masse monétaire reste plus au moins stable durant les années 2016, 2017 et 2018 et elle tourne autour de 4827.98 en moyenne²³.

Conclusion

Vingt ans après le passage d'une économie centralisée à une économie de marché, l'économie Algérienne demeure très peu industrielle et dépend toujours de la rente des hydrocarbures, malgré ses différentes orientations qui se sont succédées à travers les politiques structurelle et conjoncturelle visant globalement le rétablissement des déséquilibres macroéconomiques mais leurs résultats sont inférieurs aux objectifs fixés en termes de croissance, chômage, déséquilibre du commerce international et l'inflation. La promotion d'une économie diversifiée, productive et génératrice de richesse, et la réduction de cette dépendance au hydrocarbure et l'encouragement de l'investissement et l'entrepreneuriat est la seule option afin de créer de l'emploi, réduire l'inflation, éliminer les déséquilibres extérieurs et l'instauration d'un climat socio-économique stable qui favorise une croissance durable.

²¹ M.Y. Boumghar, Op cit, p 13-17.

²² A.Tani Yamna, « l'analyse de la croissance en Algérie », thèse de doctorat, Université Abou Bekr Belkaid, 2013-2014, p 55-57.

²³ Aoudia Karima, « efficacité de la politique monétaire en Algérie (1990-2017), centre universitaire de Tipaza, 2017.

CHAPITRE III :

ETUDE DE L'IMPACT DE LA
POLITIQUE BUDGETAIRE ET
MONETAIRE SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE

Introduction

Sur le plan empirique, de nombreuses recherches ont été faites afin d'étudier les relations directes entre la politique monétaire et budgétaire avec l'activité et la croissance économique, on cite les travaux Abdelmadjid Bouzidi, Hocine Benissad et Mohamed Leksassi à travers les rapports de la banque d'Algérie sur la politique monétaire, tandis que la politique budgétaire a fait l'objet de quelques études économétriques, Chibi, Benbouziane, Chakouri (2010)¹, Oughlissi Mohand Akli et Mohamed Kolli (2013), ont tous démontré que la politique budgétaire affecte positivement la croissance économique à travers les dépenses publiques qui stimule l'investissement sur les effets macroéconomiques des chocs de la politique budgétaire en Algérie démontrant l'efficacité relative et insuffisante de cette dernière sur la croissance économique.

L'objectif de ce chapitre est celui d'étudier la contribution des instruments de la politique économique (dépenses publiques et masse monétaire) sur la croissance économique en Algérie durant la période allant de 1965 jusqu'à 2018. L'analyse empirique est basée sur un algorithme de programme optimal, en utilisant le logiciel GAMS, qui permet de simuler le sentier optimal de la croissance économique en tenant compte des variables de la politique économique.

Section 1 : L'analyse économétrique

L'objectif de cette section est de déterminer la contrainte dynamique de notre modèle de contrôle optimal. Cette contrainte sera définie par l'estimation des deux équations de l'investissement et la consommation.

1) Présentation des données et choix de variable d'étude

Cette étude vise à obtenir une réponse à notre question de départ sur l'effet de la politique monétaire et budgétaire sur la croissance, pour cela, nous allons procéder à une analyse économétrique qui porte sur les données de l'Algérie durant la période (1965-2018) dont les données se sont présentées en valeurs réelles², extraites des sources de la banque mondiale (2019) ainsi que l'ONS (2019). Il conviendra alors pour nous de procéder à l'estimation des deux séries de consommation et d'investissement par les MCO, sachant que

¹A Chibi, M.Benbouziane and M Chekouri, The macroeconomic effects of fiscal policy shocks in Algeria, an empirical study, economic research forum, 2010.

² Les séries sont présentées à prix constant afin d'éliminer l'illusion inflationniste.

Chapitre III : Etude de l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la dynamique de la croissance économique en Algérie

toutes les séries d'origine ont été transformées en logarithme népérien, afin d'éviter le problème d'hétéroscédasticité et réduire la variabilité des séries, d'où l'écriture suivante :

$$\text{Log} (\text{Cons}_t) = \beta_0 + \beta_1 \log (\text{Cons}_{t-1}) + \beta_2 \log (\text{Inv}) + \beta_3 \log (\text{Dpt}_t) + \beta_4 \log (m2) + \varepsilon_t \dots \dots (1)$$

$$\text{Log} (\text{Inv}_t) = \beta_5 + \beta_5 \log (\text{Inv}_{t-1}) + \beta_6 \log (\text{Cons}_{t-1}) + \beta_7 \log (\text{Dpt}_t) + \beta_8 \log (m2_t) + \varepsilon_t \dots \dots (2)$$

Avec :

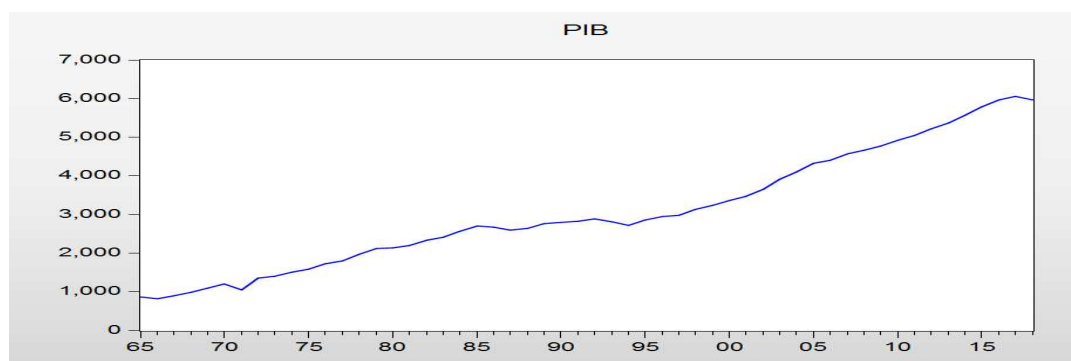
- $\text{Log} (\text{Cons}_t)$: logarithme népérien de la consommation ; la première variable à expliquer ;
- $\text{Log} (\text{Inv}_t)$: logarithme népérien de l'investissement ; la deuxième variable à expliquer ;
- $\text{Log} (\text{Cons}_{t-1})$: logarithme népérien de la consommation retardé d'une période ;
- $\text{Log} (\text{Inv}_{t-1})$: logarithme népérien de l'investissement retardé d'une période ;
- $\text{Log} (\text{Dpt}_t)$: logarithme népérien des dépenses publiques ;
- $\text{Log} (m2_t)$: logarithme népérien de la masse monétaire ;
- β_0, \dots, β_8 : les paramètres à estimer ;
- ε_t : le terme d'erreur (l'erreur d'estimation).

2) Analyse graphique des séries temporelles

L'analyse graphique apporte un aperçu sur les propriétés statistiques des variables. Nous disposons des données annuelles couvrant une période (1965-2018).

2.1) la série du produit intérieur brut

Grappe N°10 : L'évolution du produit intérieur brut de 1965-2018



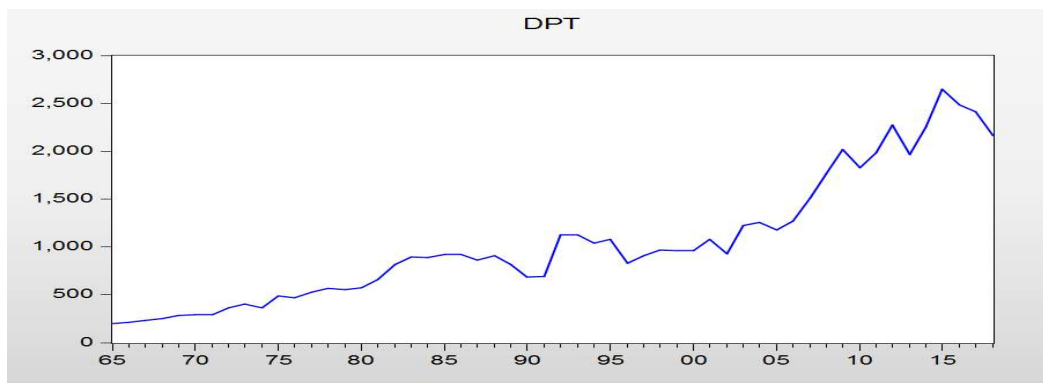
Source : réalisé sous Eviews a partir des données de la banque mondiale (2019).

L'analyse de la courbe du PIB enregistre une tendance à la hausse sur toute la période étudiée (1965-2018). On remarque une croissance moins importante en 1972 suivie par une

reprise suite aux recettes générées par la fiscalité pétrolière, le PIB enregistre une deuxième décroissance entre 1985-1988 suite au contre choc pétrolier de 1986, suivie par une évolution assez stable suite à la baisse des prix des hydrocarbures. Depuis les années 2000 à nos jours, une forte expansion est marquée suite à l'extension des extractions du pétrole et à la mise des programmes de relance économique. Une baisse de la valeur du PIB est enregistrée lors de la crise des subprimes de 2008 et en 2014, un ralentissement qui est du à la chute des prix des hydrocarbures.

2.2) La série des dépenses publiques totale

Graph N°11 : L'évolution des dépenses publiques totale de 1965-2018

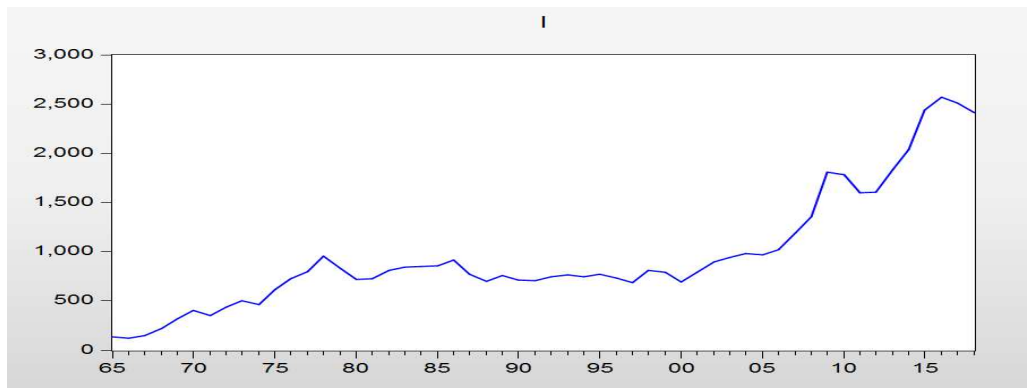


Source : réalisé sous Eviews à partir des données de la banque mondiale (2019).

Selon cette figure, on constate une évolution à la hausse sur toute la période étudiée pour les dépenses publiques totales. Une augmentation significative est enregistrée à partir de 2000 suite aux différents programmes mis en place par les pouvoirs publics. Cette évolution continue jusqu'à l'arriver à un pic en 2015. Néanmoins, en 2016, 2017 et 2018, ces dépenses ont connu une baisse suite aux mesures prises par les pouvoir public et l'adoption politique d'austérité.

2.3) La série de l'investissement

Graphe N°12 : L'évolution de l'investissement de 1965-2018

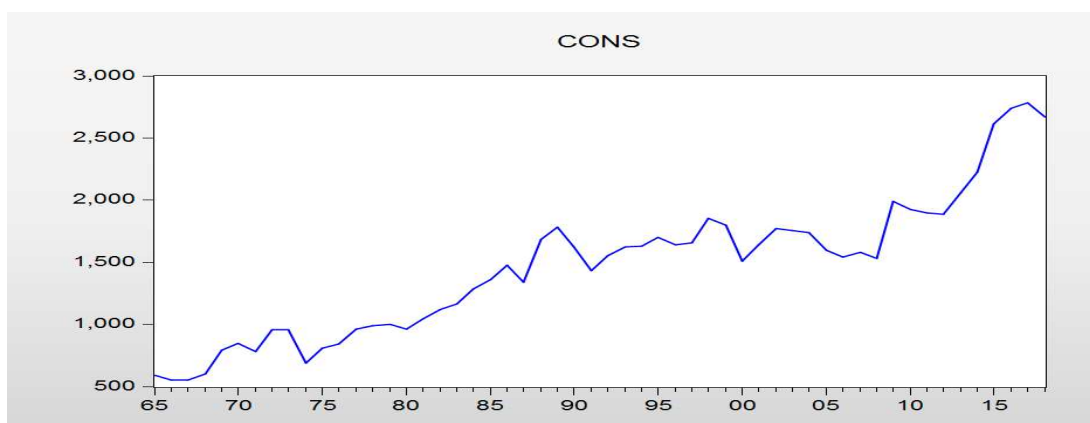


Source : réalisée sous Eviews à partir des données de la banque mondiale (2019).

L'évolution de l'investissement enregistre une croissance marquante dans les années 70 suite à la forte accumulation du capital physique suite à la stratégie d'industrie industrialisante. Puis une relative baisse durant la période allant de 1970 jusqu'à 2000, suite à la crise politique, économique et sociale qu'a connu le pays. A partir des années 2000, l'investissement enregistre une évolution à la hausse grâce aux programmes de relance et de soutien à la croissance appliqué par l'Etat. Néanmoins, en 2016, 2017 et 2018, une légère baisse apparaît suite aux mesures prises par les pouvoirs publics (politique d'austérité) à cause de la baisse des recettes pétrolières.

2.4) La série de la consommation finale

Graphe N°13 : L'évolution de la consommation finale de 1965-2018



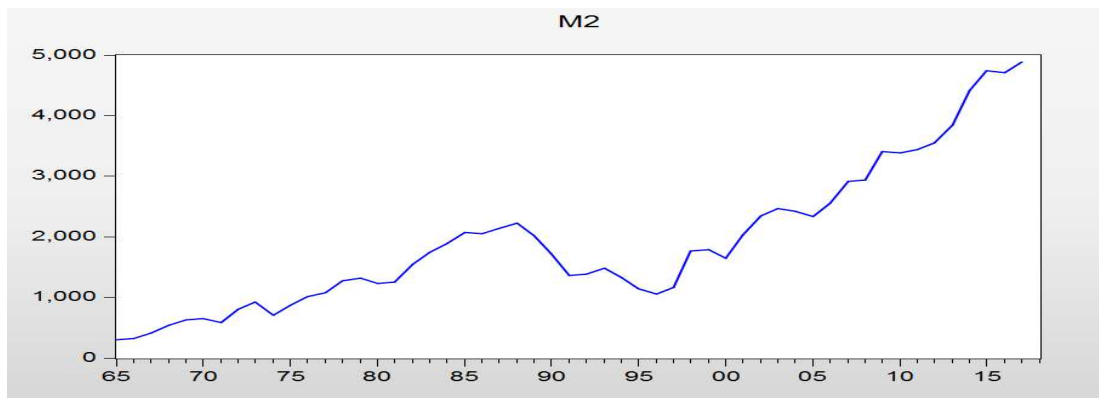
Source : réalisé sous Eviews à partir des données de la banque mondiale (2019).

La consommation finale des ménages suit un parcours d'évolution à la hausse durant toute la période d'étude, notons que les baisses conjoncturelles enregistrées ont été causées

par les chutes des prix des hydrocarbures (contre choc pétrolier 1972, 1986, 1993) et la crise des subprimes de 2008. A partir de 2012, la consommation des ménages enregistre une augmentation grâce au crédit à la consommation et à l'augmentation des revenus des ménages. Néanmoins, en 2016, 2017 et 2018, une légère baisse apparaît suite aux mesures prises par les pouvoirs publics (politique d'austérité).

2.5) La série de la masse monétaire (M2)

Graph N°14 : L'évolution de la masse monétaire (M2) de 1965-2018



Source : réalisé sous Eviews à partir des données de la banque mondiale (2019).

Cette figure montre une tendance haussière de la masse monétaire. Pendant la période de gestion planifiée 1965-1988, la masse monétaire M2 a connu un accroissement significatif. De 1990-1996, période d'ajustement structurelle, la masse monétaire a subi une baisse. A partir des années 2000 la masse monétaire enregistre une croissance alimentée par la hausse des avoirs extérieurs nets, suite à l'augmentation des recettes pétrolières. Néanmoins, en 2009, l'agrégat M2 a subi une progression inférieure aux forts rythmes de croissance des années précédentes, sous l'effet du choc externe en 2009.

3) Estimations des deux séries de consommation et d'investissement

Le but de cette analyse est d'estimer deux équations (1) et (2) qui constituent la contrainte dynamique de notre modèle de contrôle optimal, en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires. Les deux fonctions ; la fonction de consommation (Cons) et d'investissement (Inv) considérées comme variables d'état de notre modèle de contrôle optimal, en fonction des dépenses publiques et la masse monétaire comme instruments de contrôle de notre modèle.

3.1) la fonction de la consommation

D'après l'équation (1), la fonction de consommation à long terme estimée est sous la forme suivante :

$$\text{Log cons} = -0.00008 + 0.7601 \text{log cons}_1 - 0.1402 \text{log inves}_1 + 0.2525 \text{log Dpt} + 0.1395 \text{log m}_2$$

(0.007)	(8.8853)	(2.4257)	(2.7546)	(2.0316) ³
[0.994]	[0.0000]	[0.0191]	[0.0083]	[0.0477] ⁴

Source : réalisé sous Eviews 10.

3.1.1) Interprétation statistique

Les résultats d'estimation montrent que les coefficients associés à la constante, logCons_1, logInv_1, logDpt et logm2 sont d'un point de vue statistique et économétrique significatifs, car les statistiques de Student associées sont largement supérieures aux valeurs critiques au seuil de 5% (1.96). la consommation est explicable à hauteur de 76% par une dynamique autorégressive, alors que les dépenses publiques totales et le paramètre de la masse monétaire contribuent avec 25% et 14% respectivement à son l'explication, Tandis que le paramètre de l'investissement décalé d'une période contribue négativement à l'explication de la consommation. D'après les résultats de l'estimation, la qualité d'ajustement est bonne à hauteur de 70%.

3.2.1) la fonction de l'investissement

D'après l'équation (2), la fonction de l'investissement à long terme estimée est sous la forme suivante :

$$\text{Log inv} = 0.0117 - 0.4027 \text{log cons}_1 + 0.7875 \text{log inv}_1 + 0.0944 \text{log Dpt} + 0.2025 \text{log m}_2$$

(0.8329)	(3.9082)	(11.3087)	(0.8546)	(2.4478)
[0.4090]	[0.0003]	[0.0000]	[0.3970]	[0.0181]

Source : réaliser sous Eviews 10.

³Les valeurs entre parenthèses indiquent la statistique du Student en valeur absolue associée aux paramètres estimés.

⁴Les valeurs entre crochets indiquent la probabilité associée aux paramètres du modèle dont la significativité est comparée au seuil de 5%.

3.2.2) Interprétation statistique

La portée autorégressive du modèle explique à l'ordre de 78% l'évolution de l'investissement. Tandis que la consommation décalée d'une période y exerce un effet négatif. La masse monétaire contribue positivement à l'explication de l'investissement. Mais le paramètre des dépenses totales n'est pas significatif statistiquement. La qualité d'ajustement du modèle est bonne à hauteur de 90%.

4) Tests de validation des modèles

Après avoir estimé ces deux équations, une série de tests économétriques est nécessaire à effectuer sur les résidus : Il s'agit des tests de normalité (Jarque -Bera), d'hétéroscédasticité (White-test) et enfin de stabilité des coefficients (CUSUM test). Les résultats obtenus sont comme suit

4.1) L'équation de consommation

4.1.1) Test de normalité des résidus

Le test de Jarque-Bera nous permet de mieux apprécier la normalité des résidus. D'après le test effectué sur Eviews, la probabilité associée au test de (JB) est égale à 1.30, qui est inférieur à la valeur lue dans la table de Khi-deux à deux degré de liberté (7.81), et la probabilité associée à la statistique de (JB) est supérieure à 5%, donc on accepte l'hypothèse nulle de normalité des résidus. C'est-à-dire que les résidus de l'estimation sont stationnaires. (Voir annexe N°03)

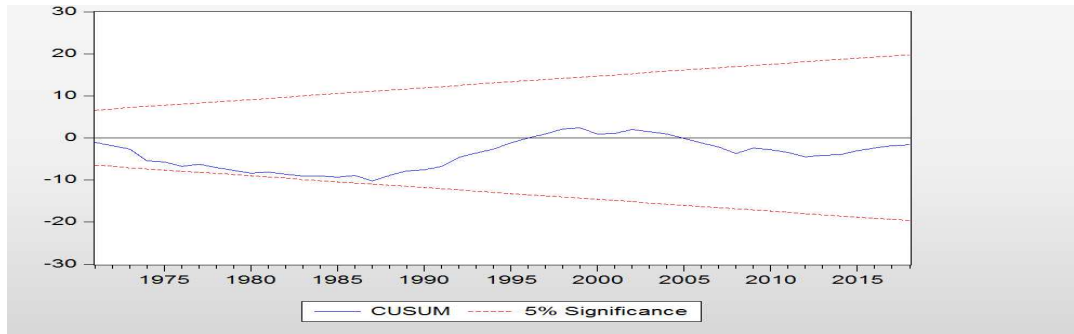
4.1.2) Test d'hétéroscédasticité

Le test de White effectué sur Eviews présente une valeur de probabilité associée à La statistique de $Obs \cdot R\text{-squared}$ de 0.9523, qui est supérieur à 5%, ce qui permet d'accepter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des résidus. (Voir annexe N°04)

4.1.3) Test de stabilité structurelle du modèle

Le test de COSUM permet d'informer sur la stabilité structurelle du modèle dans le temps, et montre la relation entre la consommation et les différentes variables explicatives.

Figure N°02: résultats du test CUSUM of squares effectuée sur la consommation



Source : établi sous Eviews 10.

D'après ces résultats, sur toute la période observée, la valeur de la statistique se trouve à l'intérieur de l'intervalle de confiance au signe de significativité de 5%, ce qui conclut sur la stabilité du modèle dans le temps.

4.2) L'équation d'investissement

4.2.1) Test de normalité des résidus

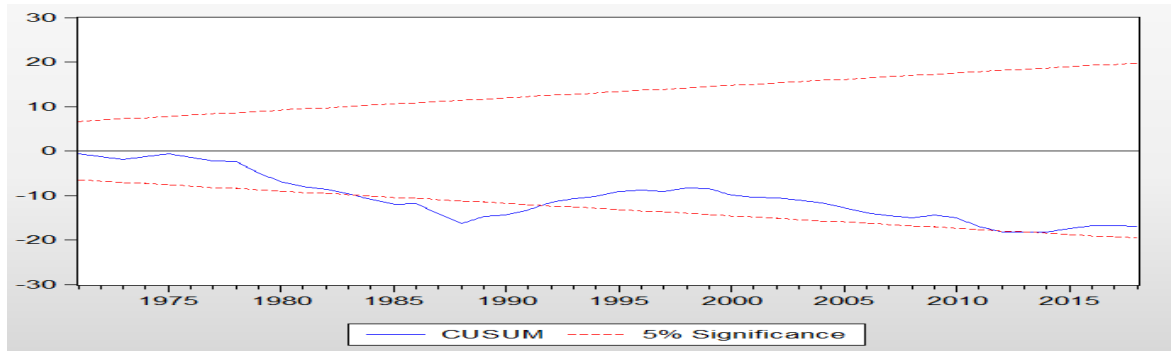
Le test effectué sur Eviews dénote que la probabilité associée au test de Jarque-Bera est égale à 0.24, et inférieure à la valeur lue dans la table de Khi-deux à 2 degré de liberté (7.81), et que la probabilité associée à la statistique de (JB) est supérieure à 5%, donc on accepte l'hypothèse nulle de normalité des résidus, les résidus d'estimation sont donc stationnaire. (Voir annexe N°05)

4.2.2) Test d'hétéroscédasticité

Le test de White effectué sur Eviews présente une valeur de probabilité associée à la statistique de Obs*R-squared de 0.1608, elle est supérieure à 5%, ça nous permet d'accepter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des erreurs au seuil de 5%. (Voir annexe N°06)

4.2.3) Test de stabilité structurelle du modèle

Figure N°03 : résultats du test CUSUM of squares effectuée sur l'investissement.



Source : établi sous Eviews.

D'après cette figure, la courbe se trouve, en majorité, à l'intérieur de l'intervalle au signe de significativité de 5% sauf pour la période allant de 1983 jusqu'à 1992, ceci peut être expliqué par les changements structurelles durant cette période (transition de l'économie planifier vers l'économie de marché). Les résultats de ces tests montrent que les résidus du système d'équation estimés suivent un processus bruit blanc (stationnaires).

L'objectif de cette analyse économétrique est d'estimer un système d'équations, qui fera le point de départ de notre deuxième section. Ces équations décrivent la contrainte dynamique du modèle de contrôle optimal.

Section 2) Résolution d'un problème d'optimisation dynamique

1) Formalisation du problème de contrôle optimal

La formalisation du problème de contrôle optimal représentée par A.B Abel (1975) et David Kendrick (1982, 2002,2005) développe trois étapes nécessaires. D'abord, l'estimation d'un système d'équations, qui décrit l'évolution de l'économie dit (la contrainte dynamique). Ensuite, la détermination de la fonction d'objectif qui indique le critère inter-temporel à maximiser ou à minimiser. Enfin, la fixation des conditions initiales.

2) La contrainte dynamique

La contrainte dynamique de notre modèle s'écrit sous forme d'une équation d'accumulation montrant l'évolution des paramètres du modèle:

$$S_{t+1} = f_s(S_t, C_t) \dots\dots\dots (1)$$

$$S(t) = f(S(t), C(t), (t)) \dots\dots\dots (2)$$

La contrainte (1) est composée d'un vecteur d'état (S) qui comprend deux variables endogène, la consommation (c) et l'investissement (I), et un vecteur de contrôle (C) qui traduit l'instrument de l'intervention publique qui est les dépenses publiques (DPT) et la masse monétaire (M2). L'impact des variables de contrôle sur l'évolution des variables d'état est illustré par l'estimation sous forme réduite de deux équations linéaires. D'où l'équation de la consommation et l'investissement sont écrites comme suit respectivement :

Log Cons = -0.00008 + 0.7601 log Cons_1 - 0.1402 log Inv_1 + 0.2525 log Dpt + 0.1395 log m2

Log Inv = 0.0117 - 0.4027 log Cons_1 + 0.7875 log Inv_1 + 0.0944 log Dpt + 0.2025 log m2

Abel (1975) et Kendrick (1982) présentent un modèle de contrôle optimal écrit comme suit :

$$S_{t+1} = K + AS_t + BC_t + \delta$$

$S = n \times 1$ représente le vecteur des variables d'état. Dans notre cas : $S = \begin{bmatrix} C \\ I \end{bmatrix}$

$C = m \times 1$ représente le vecteur des variables de contrôle. Dans notre cas : $C = \begin{bmatrix} DET \\ M2 \end{bmatrix}$

$A, B = n \times 1$ et $m \times 1$ qui représentent les paramètres de la matrice.

$K = n \times 1$ représente le vecteur des constantes.

$\delta = n \times 1$ représente le vecteur des résidus.

Le terme du résidu (δ) est supposé suivre une distribution normale centrée, réduite.

Les coefficients des matrices correspondants à nos estimations sont :

$$K = \begin{bmatrix} -0.00008 \\ 0.0117 \end{bmatrix}, \quad A = \begin{bmatrix} 0.7601 & -0.1402 \\ -0.4027 & 0.7875 \end{bmatrix}, \quad B = \begin{bmatrix} 0.2525 & 0.1395 \\ 0.0944 & 0.2025 \end{bmatrix}$$

3) Définition de la fonction d'objectif

Dans son article, Kendrick (1982) montre que la fonction d'objectif s'écrit sous forme d'une équation différentielle du premier ordre :
$$\text{MAX } U = \int_{t_0}^T U[S(t), C(t), (t)] dt$$

Il montre que si les équations de la contrainte dynamique sont estimées avec une forme linéaire, la fonction d'objectif peut s'écrire sous la forme d'un modèle linéaire quadratique à minimiser, à condition qu'elle soit un intégral dans le temps. Kendrick (1982, 2005) montre que l'écart entre la trajectoire ciblée et la trajectoire réalisée est considéré comme un coût quadratique fonctionnel à minimiser, cet écart est généré entre la valeur de la période terminale (T) et la valeur des autres périodes sur cette trajectoire(t).

$$U = R \left\{ \frac{1}{2} (S_T - \check{S}_T)' H_T (S_T - \check{S}_T) + \frac{1}{2} \sum_{t=0}^{T-1} [(S_t - \check{S}_t)' H_t (S_t - \check{S}_t) + (C_t - \check{C}_t)' V_t (C_t - \check{C}_t)] \right\} \dots \alpha$$

Les paramètres (\check{S} , \check{C}) représentent les valeurs ciblées des vecteurs d'état et de contrôle.

H : représente le vecteur symétrique de la matrice des pénalités des variables d'état.

V : représente le vecteur symétrique de la matrice des pénalités des variables de contrôle.

R est un indicateur de résidu, supposé suivre une loi normale centrée réduite.

L'auteur définit les matrices de pénalités ; d'une part afin de proposer un modèle de normalisation pour ajuster l'écart entre la trajectoire des variables d'état et de contrôle et leurs sentiers ciblés. En se référant à sa démarche, la normalisation pour le cas de l'Algérie a été faite en comparant les valeurs moyennes par grandeur. Ainsi, sur la période observée, la consommation est 1,5 fois supérieure que l'investissement. Ce dernier représente la moitié de la masse monétaire. Les dépenses publiques disposent approximativement de la même taille que l'investissement.

Les matrices de pénalités sont :
$$H = \begin{bmatrix} 0,444 & 0 \\ 0 & 1 \end{bmatrix} \quad V = \begin{bmatrix} 0,25 & 0 \\ 0 & 1 \end{bmatrix}$$

β : est un facteur de pondération qui permet de modifier la taille de la matrice des pénalités, nous avons varié sa valeur de 10 à 50 puis à 100 pour chacune des séries des variables du modèle. Ces modifications traduisent des transformations structurelles du rapport liant les composantes du revenu national (consommation et investissement) de ce modèle aux variables de contrôles (dépenses publique et masse monétaire).

4) Fixation des conditions initiales

Les conditions initiales du système correspondent aux valeurs en t_0 de l'équation suivante :

$$S_{t+1} = K + AS_t + BC_t + \delta$$

Les données qui correspondent à l'année 1970, forme le point de départ chronologique de l'horizon temporel, constitueront les valeurs initiales de notre application de contrôle optimal.

La valeur initiale du vecteur des variables d'état est donnée comme suit :

$$S_0 = \begin{bmatrix} 845.36 \\ 405.23 \end{bmatrix}, \quad C_0 = \begin{bmatrix} 15.45 \\ 6.36 \end{bmatrix}$$

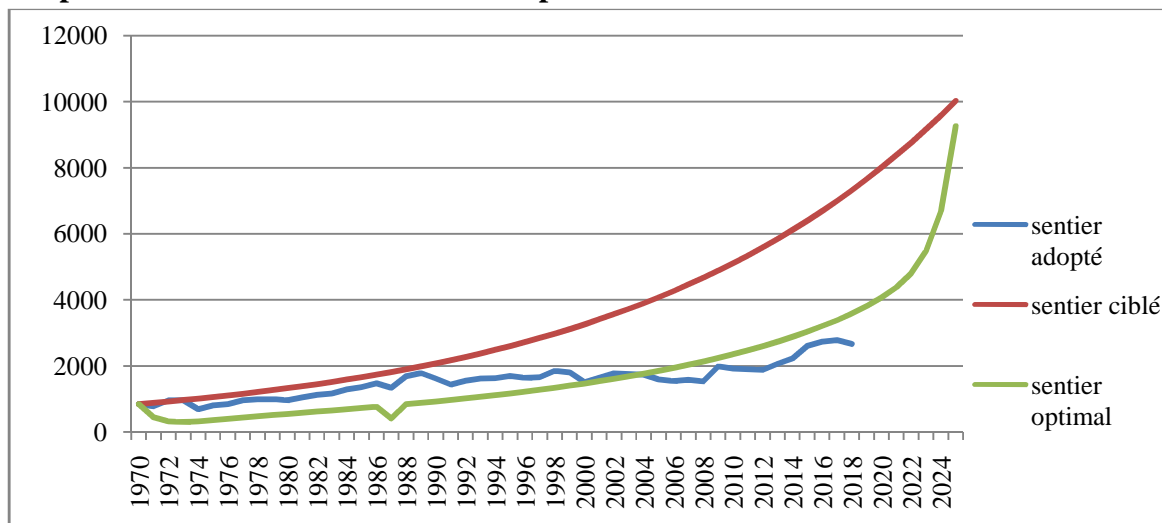
5) Résolution du modèle et interprétation des résultats

L'utilisation du programme conçu par Kendrick (1982), nous a permis de résoudre notre modèle de contrôle optimale. La résolution du modèle est effectuée à l'aide de logiciel GAMS.64, nous avons simulé les sentiers ciblés pour chacune des variables d'états et de contrôle du modèle. Les simulations portent des projections sur la trajectoire de l'évolution de notre modèle à l'horizon 2025. Le programme est donné en annexe N°07.

5.1) Résultats de simulation

Les résultats issus sous GAMS après l'exécution de l'algorithme, nous a permis de tracer deux sentiers d'évolution de chacune des variables du modèle ; un sentier cible et un autre optimal issu de la solution de l'équation " α ". Pour les comparés avec l'évolution réelle des données de l'économie en Algérie.

Graphe N°15 : Sentier ciblé et sentier optimal de la consommation



Source : construit à partir des données de l'ONS, et des résultats de simulation sur GAMS 64.

Chapitre III : Etude de l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la dynamique de la croissance économique en Algérie

Durant la période centralisée la courbe du sentier adoptée se trouve au-dessus de la courbe du sentier optimal, ce qui montre que la consommation durant cette période est soutenue à travers la subvention des prix, cependant après le passage à l'économie de marché le sentier optimal se croise avec le sentier adopté puis prends de l'ampleur et suit une tendance haussière dépassant le sentier adopté ce qui reflète une situation de sous-consommation. Du même pour le sentier ciblé et le sentier optimal.

En effet, le sentier ciblé se situe au-dessus du sentier optimal tout au long de la période de l'étude ce qui indique que structurellement l'atteinte du sentier ciblé n'est pas possible même dans le cas où le système fonctionne dans son meilleur état. Ce qui exige des efforts en termes de contrôle pour converger le sentier optimal de la consommation vers le sentier ciblé.

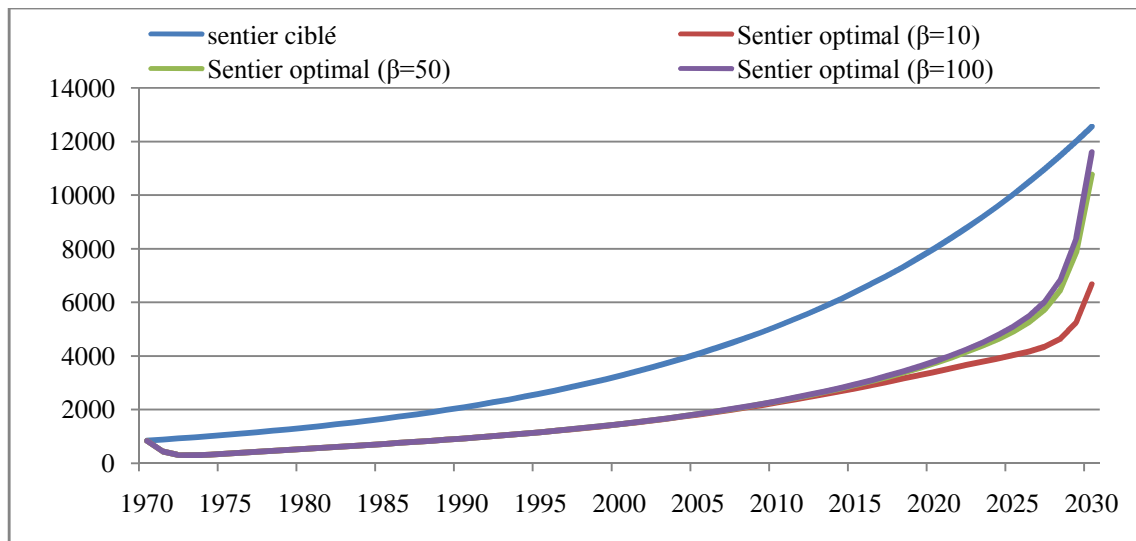
Tableau N°01: Projection à long terme de la consommation en milliards de dinars.

Années	Sentier ciblé	Sentier optimal
2019	7657.627	3812.955
2020	8009.878	4070.166
2021	8378.333	4384.196
2022	8763.736	4808.655
2023	9166.868	5472.831
2024	9588.544	6694.698
2025	10029.617	9263.915

Source : réalisé après simulation sous GAMS 64.

Cette prévision montre une évolution explosive du système mais l'écart entre le sentier ciblé et le sentier optimal s'élargit d'avantage. Des changements de la conjoncture économique sont vivement recommandés afin de stimuler la consommation et la ramener à son niveau ciblé. A cet effet, il est intéressant de déterminer si un effort en termes de politique économique permet de réduire cet écart.

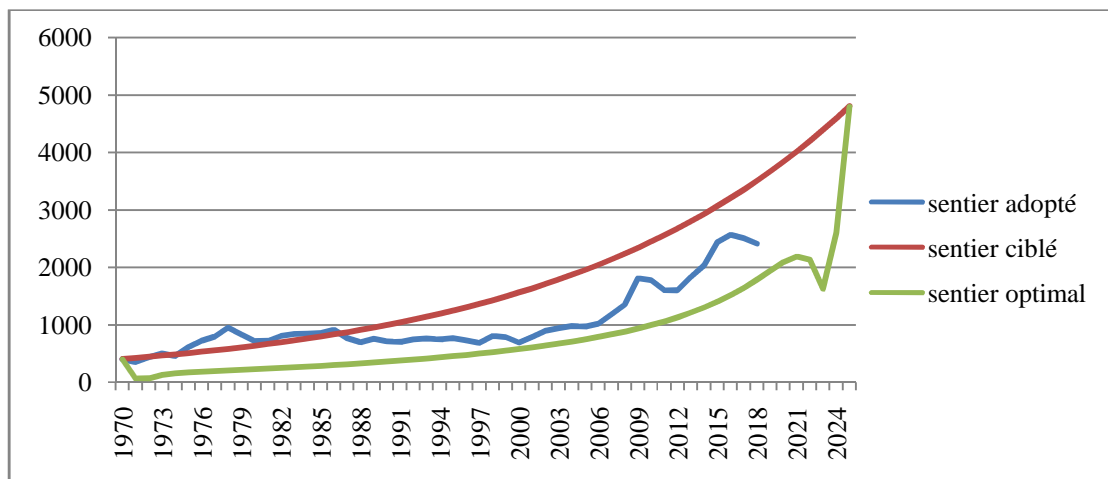
Graphe N°16: l'évolution du sentier de consommation en fonction de la variation du coefficient de pénalité



Source : conçue à partir des résultats de simulation sur GAMS 64.

L'amplification du facteur de pénalité permet de converger le sentier optimal de la consommation vers son sentier ciblé ; c'est-à-dire que politique économique dispose d'un effet positif structurel sur la trajectoire optimale de la consommation.

Graphe N°17 : sentier ciblé et sentier optimal des investissements



Source : établie à partir des données de la BM et les résultats de simulation sous GAMS 64.

Durant les années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, le niveau d'investissement est supérieur au sentier ciblé et au sentier optimal, chose qui pourrait être expliquée par la forte demande publique sur les biens d'investissement suite au soutien qu'a connu le capital durant cette période de planification centralisé, après le passage à l'économie de marché le niveau de sentier ciblé prend une tendance à la hausse laissant le sentier optimal enregistré des valeur

Chapitre III : Etude de l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la dynamique de la croissance économique en Algérie

moins importante. Ce qui demande des efforts en termes de contrôle afin de faire ajuster le sentier optimal pour atteindre le sentier désiré.

Tableau N°02 : projection à long terme de l'investissement en milliards de dinars.

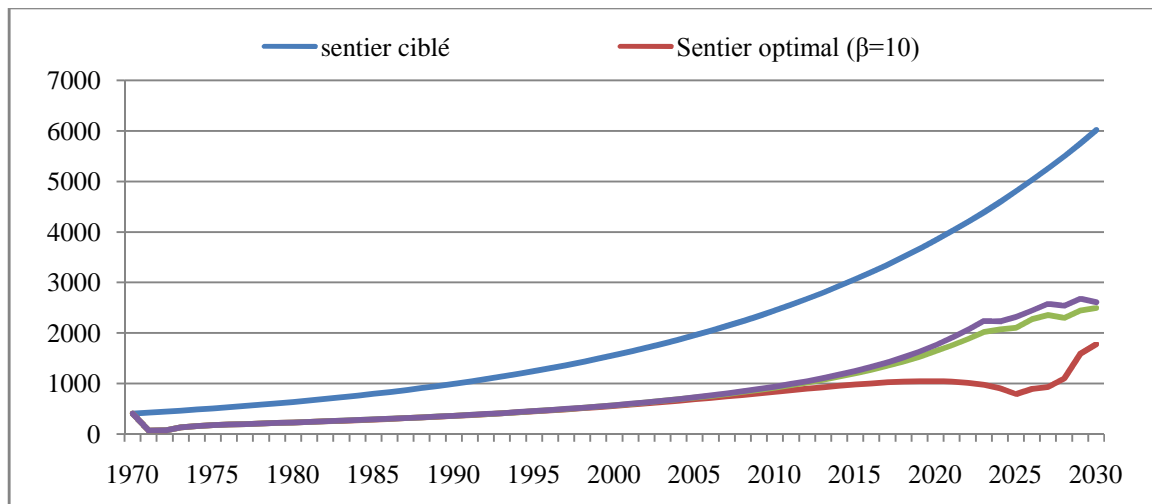
Années	Sentier ciblé	Sentier optimal
2019	3670.744	1941.406
2020	3839.599	2089.567
2021	4016.22	2191.521
2022	4200.966	2134.893
2023	4394.211	1629.555
2024	4596.344	2010.924
2025	4807.776	4800.234

Source : établi à partir de simulation sous GAMS 62.

Ces projections montrent que le sentier ciblé dépasse de loin le sentier optimal, ce qui confirme la nécessité d'un effort en termes de politique économique afin de soutenir l'investissement.

A cet effet, il est intéressant de déterminer si un effort en termes de politique économique permet de converger le sentier optimal au sentier ciblé.

Graphes N°18 : l'évolution du sentier de consommation en fonction de la variation du coefficient de pénalité



Source : conçue à partir des résultats de simulation sur GAMS 64.

L'augmentation de la valeur de facteur de pénalité montre une faible convergence du sentier optimal d'investissement vers son sentier ciblé. Donc l'effet structurel de la politique économique est faible sur le sentier d'investissement.

Conclusion

L'analyse de notre travail nous a permis d'étudier l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la croissance économique en Algérie durant la période 1965 – 2018.

Les simulations établis montrent que la sensibilité de la consommation par rapport à la politique économique est plus importante que la sensibilité de l'investissement. En effet, l'économie du pays est structurellement plus élastique, vis-à-vis de la politique économique, du côté de la demande par rapport à l'offre.

D'ailleurs cette dynamique explique bien la réponse de l'économie en Algérie aux impulsions en termes de politique économique durant la période de l'application des programmes de relance et de soutiens à la croissance « 2001-2014 ». Des sommes importantes ont été injectées dans le circuit économique du pays dans le cadre de ce programme, cependant le taux de croissance réel réalisait paraît sous optimal (il est de 3,2 au moyenne sur ladite période) (ONS 2020), un taux qui est revu à la baisse suite à la chute des prix de pétrole, à partir de 2015, et qui a conduit au ralentissement dans l'accumulation du capital public. En parallèle cette période est caractérisée par une forte hausse de taux d'importation (ONS, 2020). Cette dynamique atteste la rigidité de l'offre domestique à la fois par rapport à la politique économique et à l'évolution de la demande.



CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

L'enjeu central de toute politique macroéconomique est de concrétiser une croissance soutenable à long terme. Cependant, l'efficacité de cette intervention reste relative à l'adaptation des instruments d'intervention choisis à la structure économique du pays.

L'analyse théorique de notre travail nous a permis de présenter quelques concepts et notions sur la croissance économique et des deux politiques économiques ; la politique monétaire et la politique budgétaire. La théorie économique présente une large panoplie de réflexions qui sont parfois controversées concernant l'efficacité de l'implication des politiques économiques sur la croissance économique. À son tour la littérature empirique soulève un effet non négligeable de la politique économique sur la croissance dans différentes régions du monde.

L'objectif de ce travail est celui d'évaluer l'efficacité de la politique économique, voir la politique des dépenses publiques et la politique monétaire, sur la croissance économique en Algérie. Pour aborder cette question nous avons opté pour une démarche empirique qui consiste à construire un modèle de contrôle optimal à travers lequel nous avons mesuré l'effet structurel des politiques économiques sur le sentier de croissance économique en Algérie. Nous avons défini les composantes du revenu national (consommation et investissement) comme variables d'état de notre modèle et les principaux instruments de la politique économique (dépenses publiques et masse monétaire) comme des variables de contrôle de notre modèle. En se basant sur l'algorithme de D. Kendrick (1982, 2005) nous avons effectué des simulations sur le sentier optimal et le sentier ciblé des variables d'état et de contrôle du modèle. La compilation numérique est faite via le logiciel GAMS 64.

Les résultats des simulations montrent que la politique économique en Algérie dispose d'un effet d'entraînement structurel sur la demande globale, tandis que son effet sur l'offre est très faible. Ce résultat explique en partie le faible retour sur investissement de l'intervention publique, durant les dernières années, en termes de croissance. En effet, les politiques économiques entraînent une hausse de la demande sans entraîner une hausse de production ce qui implique une hausse d'importation pour satisfaire la hausse de la demande. Cette situation est faiblement soutenable car ce financement de l'importation dépend fortement des entrées pétrolières.

Donc malgré le niveau d'investissement relativement élevé durant ses dernières années, l'Algérie continue à enregistrer une croissance économique modeste et irrégulière et insuffisante par rapport aux efforts fournis en matière d'investissement, l'économie algérienne se trouve dans un contexte d'excès de liquidités auxquels s'ajoute une politique budgétaire dépensière et non rigoureuse qui n'est réalisable que grâce au prix du baril de pétrole, en matière des objectifs obtenus, la politique monétaire de la Banque d'Algérie, n'est pas efficace du fait qu'elle réalise une inflation presque sur toute la période de l'étude.

Cette faible croissance pourrait être expliquée par l'effet de la rente pétrolière qui ne pourrait être un moteur idéal du développement et de croissance. La négligence des modèles de croissance hors hydrocarbures, les changements touchant le système économique depuis l'indépendance à savoir le passage à l'économie de marché d'une manière brutale et l'importance de l'activité informel constituent des anomalies marquantes dans la définition des politiques économiques en Algérie. En effet, cela nous permet de confirmer la première hypothèse suggérée au début de notre recherche ; les politiques économiques monétaire et budgétaire adoptées en Algérie depuis l'indépendance n'ont pas réussi à enclencher la dynamique souhaitée de l'activité économique. Et il s'est avéré que pour réaliser une dynamique de croissance optimale, l'intervention des pouvoirs publics doit s'orienter vers l'offre au lieu de la demande globale afin d'atteindre un certain équilibre entre l'offre et la demande, on se concentrant plus sur le renforcement du tissu productif du pays. Le développement doit sortir de l'économie rentière, gérer sur le long terme les ressources naturelles, au développement de l'économie de la connaissance, Ouvrir la voie aux politiques économiques de nature structurelle et veiller à une allocation optimale des ressources dans la recherche d'un développement économiquement viable, et l'instauration d'une dynamique de croissance endogène et soutenable à long terme, ce qui confirme notre seconde hypothèse évoquée dans ce travail.

La complexité de la question de la croissance économique, la mesure de l'efficacité des politiques économiques et la définition d'un schéma d'orientation de l'effort des politiques économiques pour une meilleure efficacité exige l'approfondissement de l'analyse présentée dans ce travail. Nous espérons donner des inspirations à des recherches futures afin de mieux comprendre les mécanismes des politiques économiques et donner des explications et réponses aux questions que nous n'avons pas pu aborder dans notre étude.

Bibliographie

1. Abbas Amina, 2015, Efficacité et limites de la politique économique et conjoncture dans un modèle de type « MUNDALL- FLEMING » étude économétrique sur l'Algérie, thèse doctorat en science économique Abou Bekr Belkaid.
2. Abderrahim Chibi, Mohamed Benbouziane and Mohamed Chekouri, 2010, The macroeconomic effects of fiscal policy shocks in Algeria, an empirical study, economic research forum.
3. Achour Tani Yamna, 2013-2014, l'analyse de la croissance en Algérie, thèse de doctorat, Université Abou Bekr Belkaid.
4. Amokrane Mustafa, 2015, la conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites, Université Saad-Dahleb Blida.
5. Aoudia Karima, 2017, efficacité de la politique monétaire en Algérie (1990-2017), centre universitaire de Tipaza.
6. Barro Robert, 1990, Government spending in a simple model of endogeneous growth, Journal of political economy. Vol 98, n°5.
7. Bedjaoui Z, 2013, la relation monnaie-inflation dans le contexte de l'économie Algérienne, thèse de doctorat, université Aboubaker Belkaid, Tlemcen.
8. Bénancy-Quère A, P.Jaquet et J.Pasani-Ferry, 2014, Politique économique, Ed de Boeck.
9. Benissad H, 1999, le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb, Ed OPU, Alger.
10. Boumghar M.Y, 2004, La conduite de la politique monétaire en Algérie : un essai d'examen », cahier de CREAD.
11. Boutaleb Kouider, la problématique de l'efficacité de politiques économique dans les P.D.V : cas de l'Algérie, Université de Tlemcen.
12. Bouvier Michel, Marie-Christine Esclassan et J.P.Lassalle, 2014, finance publique, Ed Lextenso, Paris.
13. Capul Jean- Yves, 2004, l'économie et les sciences sociales, Hatier, Paris.
14. Capul Jean-Yves, 1996, Monnaie et politique monétaire, Cahier français N°267, Ed La documentation française, Paris.
15. Daly Hounaida, Mounir Smida, 2013, Interaction entre politique monétaire et politique budgétaire ; cas de la Grèce, MPRA Paper, n 45931.
16. Daniel Claude, Dictionnaire d'économie de sciences sociales, Ed Berti.

17. Deleplace Ghislain, Christophe Lavialle, 2008, Histoire de la pensée économique, Dunod, Paris.
18. Didier Marteau, 2008, Monnaie et marchés financier, Ed Economica.
19. Diemer Arnaud, croissance et cycle, in <http://www.étudier.com/dessertation : cycles économiques/html>. Consulter le 23/02/2020.
20. Diemer Arnaud, Politique et actualité Economique », in <http://www.oeconomia.net>. Rubrique Economie générale Cours politique et actualité économique, consulter le 03/03/2020
21. Duc - Loi Phan, 1981, économie de la croissance, Ed economica, paris.
22. Duruel Buisson François, 2001, Budget et pouvoir financier, Ed Dalloz .
23. Elmoubarek Mohamed et Daoud Fatiha, 2014, La contribution des finances publiques dans le développement de l'économie algérienne, N°11.
24. Friedman M, 1993, la monnaie et ses pièges, Ed Dunod, Paris.
25. Gillespie Andrew, Maxi fiche : Macroéconomie-Microéconomie, Ed Dunod, Paris.
26. Guellec Dominique, Pierre Ralle, 2001, les nouvelles théories de la croissance, Ed la découverte, Paris.
27. Guerrien Bernard, Ozgur Gun, Dictionnaire d'analyse économique, 4^{ème} Ed la découverte.
28. Keynes J M, 1936, la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.
29. La Banque Mondiale, 2007, A la recherche d'un investissement public de qualité, Rapport N° 36270-DZ.
30. Laving Anne, Jean-Paul Pollin, 1997, La théorie de la monnaie, Ed La Découverte, Paris.
31. Le Guirriec-Milner Gaëlle, L'essentiel des mécanismes de l'économie, Ed Lextenso, Paris.
32. Ménendian Claude, Fiche de Macroéconomie, Ed Ellipses, France.
33. Ministère de l'industrie et la promotion de la PME, Revue n°1, janvier 2011, disponible sur le site www.mipmepi.gov.dz/IMG/PDF/001.pdf.consulté le 16/05/2020.
34. Montel-Dumont Olivia, 2010, La politique budgétaire, Ed La documentation française.
35. Muet Pierre-Alain, 1993, les théories contemporaines de la croissance , revue de l'OFCE N°45.
36. Muller Jacques, 1999, Manuel et application économique, Ed Dunod, Paris.
37. Muller J, P. Vanhove et C.Viprey, Manuel et application économie.
38. Ouchichi M. (2011), L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie, Thèse de doctorat en Science Politique, Université Lumière Lyon 2.
39. Pébereau Michel, Philippe d'Arvisenet, 1999, La politique économique conjoncturelle, Dunod.

40. Percebois Jaques, 1991, Economie des finances publiques, Ed Armand Colin.
41. Perroux François, 2004, les théories de la croissance, Ed Dunod, Paris.
42. Rackin Michel, Robin Gade et Benoit Car Michael, 1998, introduction à la macroéconomie moderne, Ed Dunod, Paris.
43. Silem Ahmed, l'économie politique, 5^{ème} Ed Armand colin.
44. Silem Ahmed, Jean-Marie Albertini, 2002, lexique d'économie, Ed Dalloz, Paris.
45. Talahite F. (2010), Réformes et transformations économiques en Algérie, Economies et finances, université Paris-Nord.
46. Waque Berbard, la dépense publique, 2002, Ed Institut De L'entreprise, Paris.
47. William Phillips A, 1958, Relation between unemployment and rate of change of money wage rate in UK (1861-1957).
48. Zmirli Amayas , Algérie - Plans de relance : la chronique d'un échec annoncé ?, Alger Publié le 09/10/2017, consulter le 20/05/2020.
49. les différents rapports de la banque d'Algérie.
50. loi de finance 2018.
51. Rapport du FMI, 1998.
52. Rapport du FMI, 2005.
53. www.mataf.net/fr/edu/glossaire/politique-economique, consulté le 03/03/2020.
54. <http://www.pfinfo.fr/opale/telec/Lecon>, consulté le 04/03/2020.

Liste des Tableaux

Tableau N° 01 : Projection à long terme de la consommation en milliards de dinars..... 54

Tableau N° 02 : projection à long terme de l'investissement en milliards de dinars..... 56

Liste des figures

Figure N° 01 : le carré magique de N.Kaldor..... 16

Figure N° 02 : Test de stabilité structurelle (Log C)..... 49

Figure N° 03 : Test de stabilité structurelle (Log I)..... 50

Liste des graphes

Graphe N°01 : Evolution du PIB en milliards de dinars (1970-2018).....	32
Graphe N°02 : Evolution de l'investissement et la consommation (1990-2018).....	33
Graphe N°03 : Evolution du budget général de l'Etat algérien (2000-2018).....	34
Graphe N°04 : Evolution des dépenses budgétaires en Algérie (2000-2018).....	35
Graphe N°05 : Evolution des recettes totales, fiscale et non fiscales (2000-2018).....	36
Graphe N°06 : Evolution des dépenses budgétaire et recettes en Algérie (2000-2018)....	36
Graphe N°07 : Evolution du solde budgétaire (2000-2018).....	37
Graphe N°08 : Evolution de taux d'inflation en % en Algérie (2000-2018).....	38
Graphe N°09 : Evolution de la masse monétaire en Algérie (1990-2018).....	40
Graphe N°10 : L'évolution du produit intérieur brut (1965-2018).....	44
Graphe N°11 : L'évolution des dépenses publiques totale (1965-2018).....	44
Graphe N°12 : L'évolution de l'investissement (1965-2018).....	45
Graphe N°13 : L'évolution de la consommation finale (1965-2018).....	45
Graphe N°14 : L'évolution de la masse monétaire (1965-2018).....	46
Graphe N°15 : Sentier ciblé et sentier optimal de la consommation.....	53
Graphe N°16 : l'évolution du sentier de consommation en fonction de la variation du coefficient de pénalité.....	55
Graphe N°17 : Sentier ciblé et sentier optimal de l'investissement.....	55
Graphe N°18 : L'évolution du sentier d'investissement en fonction de la variation du coefficient de pénalité.....	56

Annexe N°01 : Résultat de l'estimation de l'équation de la consommation

Dependent Variable: LOGCONS
 Method: Least Squares
 Date: 10/26/20 Time: 23:47
 Sample (adjusted): 1966 2018
 Included observations: 53 after adjustments

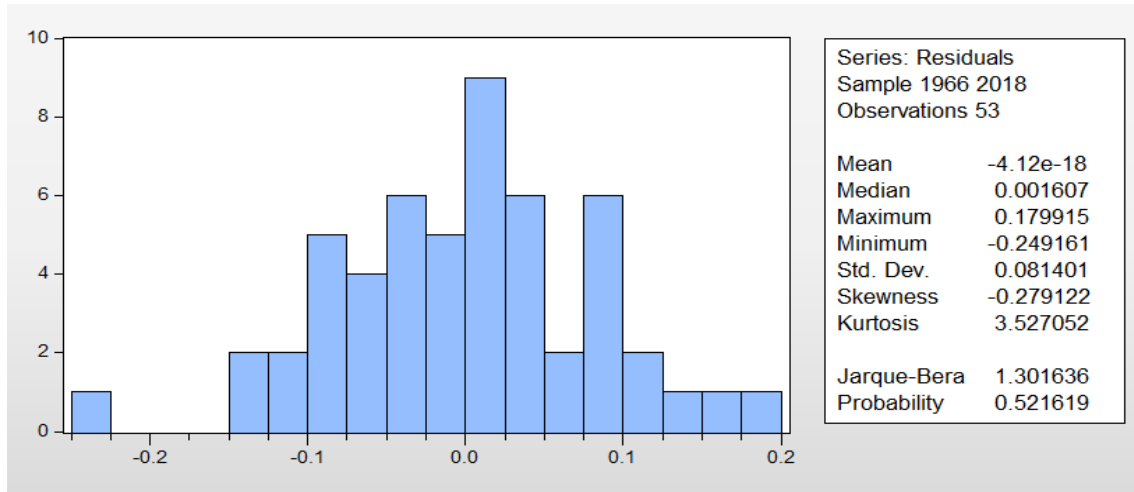
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.000263	0.011665	-0.022586	0.9821
LOGCON_1	0.760127	0.085548	8.885390	0.0000
LOGINVES_1	-0.140235	0.057810	-2.425788	0.0191
LOGDPT	0.252526	0.091672	2.754680	0.0083
LOGM2	0.139525	0.068675	2.031673	0.0477
R-squared	0.700288	Mean dependent var		0.003216
Adjusted R-squared	0.675312	S.D. dependent var		0.148688
S.E. of regression	0.084724	Akaike info criterion		-2.009239
Sum squared resid	0.344554	Schwarz criterion		-1.823363
Log likelihood	58.24485	Hannan-Quinn criter.		-1.937760
F-statistic	28.03840	Durbin-Watson stat		1.762789
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe N°02 : Résultat de l'estimation de l'équation d'investissement

Dependent Variable: LOGINVES
 Method: Least Squares
 Date: 10/26/20 Time: 23:49
 Sample (adjusted): 1966 2018
 Included observations: 53 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.011800	0.014051	0.839754	0.4052
LOGCON_1	-0.402733	0.103047	-3.908230	0.0003
LOGINVES_1	0.787491	0.069636	11.30872	0.0000
LOGDPT	0.094377	0.110424	0.854675	0.3970
LOGM2	0.202490	0.082723	2.447808	0.0181
R-squared	0.905945	Mean dependent var		0.014722
Adjusted R-squared	0.898107	S.D. dependent var		0.319715
S.E. of regression	0.102055	Akaike info criterion		-1.637016
Sum squared resid	0.499933	Schwarz criterion		-1.451140
Log likelihood	48.38094	Hannan-Quinn criter.		-1.565537
F-statistic	115.5845	Durbin-Watson stat		1.245988
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe N°03: Test de normalité des résidus (l'équation de la consommation).



Annexe N°04 : Test d'hétéroscédasticité (l'équation de la consommation).

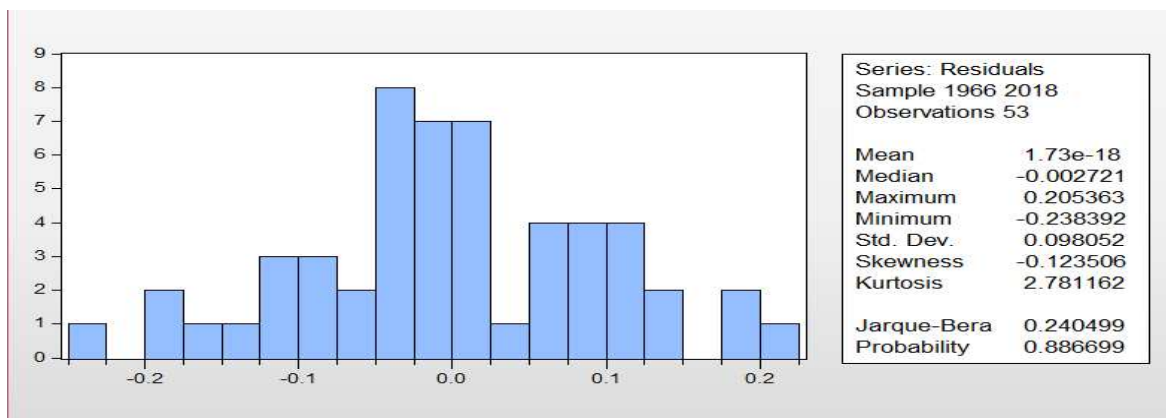
Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.158810	Prob. F(4,48)	0.9580
Obs*R-squared	0.692250	Prob. Chi-Square(4)	0.9523
Scaled explained SS	0.717427	Prob. Chi-Square(4)	0.9492

Test Equation:
Dependent Variable: RESID^2
Method: Least Squares
Date: 12/15/19 Time: 13:13
Sample: 1966 2018
Included observations: 53

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.006803	0.002500	2.720865	0.0090
LCONS_1T^2	0.019576	0.056889	0.344105	0.7323
LI_1T^2	-0.000481	0.009380	-0.051332	0.9593
LDPTT^2	-0.028538	0.044050	-0.647846	0.5202
LM2T^2	0.005147	0.017858	0.288219	0.7744
R-squared	0.013061	Mean dependent var		0.006501
Adjusted R-squared	-0.069184	S.D. dependent var		0.010433
S.E. of regression	0.010788	Akaike info criterion		-6.131129
Sum squared resid	0.005587	Schwarz criterion		-5.945253
Log likelihood	167.4749	Hannan-Quinn criter.		-6.059650
F-statistic	0.158810	Durbin-Watson stat		2.281129
Prob(F-statistic)	0.958043			

Annexe N°05 : Test de normalité des résidus (l'équation de l'investissement).



Annexe N°06 : Test d'hétéroscédasticité (l'équation de l'investissement)

Heteroskedasticity Test: White				
F-statistic	1.696257	Prob. F(4,48)	0.1663	
Obs*R-squared	6.563955	Prob. Chi-Square(4)	0.1608	
Scaled explained SS	4.794793	Prob. Chi-Square(4)	0.3090	
Test Equation:				
Dependent Variable: RESID^2				
Method: Least Squares				
Date: 12/15/19 Time: 12:17				
Sample: 1966 2018				
Included observations: 53				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.008088	0.002870	2.818559	0.0070
LI_1T^2	0.018339	0.010766	1.703420	0.0950
LCONS_1T^2	-0.022259	0.065294	-0.340900	0.7347
LDPTT^2	-0.073416	0.050558	-1.452111	0.1530
LM2T^2	0.034731	0.020496	1.694507	0.0966
R-squared	0.123848	Mean dependent var	0.009433	
Adjusted R-squared	0.050836	S.D. dependent var	0.012709	
S.E. of regression	0.012382	Akaike info criterion	-5.855539	
Sum squared resid	0.007359	Schwarz criterion	-5.669662	
Log likelihood	160.1718	Hannan-Quinn criter.	-5.784060	
F-statistic	1.696257	Durbin-Watson stat	1.692021	
Prob(F-statistic)	0.166323			

Annexe N°07 : programme de simulation sur GAMS 64.

```

$title optimal control model (Mem,ob=61)
sets
  n states / consumpt, invest /
  m controls / M, D /
  t horizon / 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978
    1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987
    1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996
    1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005
    2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014
    2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023
    2024, 2025 /

tu(t) control horizon
ti(t) initial period
tk(t) terminal period ;

Alias (n,np), (m,mp) ;

tu(t) = yes$(ord(t) lt card(t));
ti(t) = yes$(ord(t) eq 1);
tk(t) = not tu(t);
Display t, ti, tk, tu;

Table a(n,np) state vector matrix

      consumpt  invest
consumpt  .7601  -.4027
invest    -.1402  .7875

Table b(n,m) control vector matrix

      M  D
consumpt .1395 .2025
invest   .2525 .0944

```

Table ht(n,np) penalty matrix for states - input

```

      consumpt  invest
consumpt    .444
invest           1

```

Table v(m,mp) penalty matrix for controls

```

      M    D
M    .25
D           1

```

```

Parameter  k(n)      constant term / consumpt -.00008,  invest .0117 /
          sinit(n)  initial value  / consumpt 845.36,  invest  405.23 /
          cinit(m)  initial controls / M 15.45, D 6.36 /
          stilde(n,t) desired path for s
          ctilde(m,t) desired path for c
          h(n,np,t)  penalty matrix on states ;

```

```

h(n,np,tu) = ht(n,np);
h(n,np,tk) = 100*ht(n,np);

```

```

stilde(n,t) = sinit(n)*1.0460**(ord(t)-1);
ctilde(m,t) = cinit(m)*1.0460**(ord(t)-1);

```

Display h, stilde, ctilde;

```

Variables s(n,t)  state variable
          c(m,t)  control variable
          y        criterion

```

```

Equations criterion  criterion definition
          stateq(n,t) state equation ;

```

criterion..

```

y =e= .5*sum((t,n,np),
            (s(n,t)-stilde(n,t))*h(n,np,t)*(s(np,t)-stilde(np,t)))
      + .5*sum((tu,m,mp),
            (c(m,tu)-ctilde(m,tu))*v(m,mp)*(c(mp,tu)-ctilde(mp,tu)));

```

stateq(n,t+1)..

```

s(n,t+1) =e= sum(np, a(n,np)*s(np,t)) + sum(m, b(n,m)*c(m,t)) + k(n);

```

Model abel /all/;

```

s.l(n,t) = sinit(n); c.l(m,t) = cinit(m);
s.fx(n,ti) = sinit(n);

```

Solve abel minimizing y using nlp;

Display s.l, c.l;

Remerciements	I
Dédicace.....	II
Liste des abréviations	III
Sommaire.....	IV
Introduction générale	1
Chapitre I : Revue de la littérature sur la croissance économique et la politique conjoncturelle.....	4
Introduction.....	4
Section 1 : Concepts et modèles de la croissance économique	4
1. Mesures de la croissance économique	4
1.1 Le produit intérieur brut (PIB).....	4
a) Optique de production	5
b) Optique de dépense	5
c) Optique de revenus	5
1.2 Le produit national brut (PNB).....	5
1.3 Parité du pouvoir d'achat (PPA)	5
1.4 Le taux de croissance	6
2. Facteurs de la croissance économique.....	6
2.1 Le facteur capital.....	6
2.2 Le facteur travail.....	6
2.3 Le progrès technique.....	7
3. Le cycle économique.....	7
4. Les fondements théoriques de la croissance	7
4.1 L'analyse classique de la croissance	7
4.2 L'analyse keynésienne de la croissance.....	8
4.2.1 Le modèle d'Evsey Domar.....	9
4.2.2 Le modèle de Roy Forbes Harrod	10
4.3 L'analyse néoclassique (le modèle de Solow)	11
4.4 La théorie de la croissance endogène	11
4.4.1 Le modèle de Paul Romer.....	12
4.4.2 Le modèle de Robert E. Lucas	12
4.4.3 Le modèle de Robert Barro.....	13
Section 2 : La politique économique conjoncturelle.....	14
1. Généralité sur la politique économique.....	14
2. Les objectifs de la politique économique.....	15
3. L'efficacité de la politique économique	16
4. La politique budgétaire	17
4.1 Le fondement théorique de la politique budgétaire	18
4.1.1 L'approche classique.....	18
4.1.2 L'approche Keynésienne.....	18
4.1.3 L'approche néoclassique.....	19

5. Les instruments de la politique budgétaire	19
5.1 Le budget de l'Etat	19
5.2 Les recettes publiques	19
5.3 Les dépenses publiques	20
5.4 Le solde budgétaire	20
5.5 Les fonctions économiques de l'Etat : la théorie de R Musgrave 1959.....	21
6. La politique monétaire.....	21
6.1 Le fondement théorique de la politique monétaire	22
6.1.1 La théorie quantitative de la monnaie(TQM).....	22
6.1.2 La politique monétaire selon les Keynésiens.....	23
6.1.3 La politique monétaire selon les monétaristes	24
6.2 Les instruments de la politique monétaire	24
6.2.1 L'encadrement des crédits	25
6.2.2 Le refinancement bancaire	25
6.2.3 Les réserves obligatoires	26
Conclusion.....	26
Chapitre II : Evolution macroéconomique en Algérie.....	27
Introduction.....	27
Section 1 : Evolution de l'économie en Algérie.....	27
1. Les différentes phases de l'évolution de l'économie en Algérie.....	27
1.1 La période de la planification centralisé (1967-1984).....	27
1.2 La période des réformes économique (1986-1989).....	28
1.3 Le passage à l'économie de marche et l'ajustement structurel (1990-1998).....	28
1.4 Les plans de relance économique et de soutien à la croissance (2001-2014).....	30
1.4.1 Le Programme de soutien à la relance économique (PSER 2001-2004).....	30
1.4.2 Le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC 2005-2009).....	30
1.4.3 Le Programme de consolidation de la croissance économique (2010-2014).....	31
1.4.4 La situation économique de 2014 jusqu'à nos jours.....	31
2. Evolution de quelques indices macroéconomique	32
2.1 Evolution du produit intérieur brut.....	32
2.2 Evolution de l'investissement et de la consommation.....	33
Section 2 : Evolution de la politique budgétaire en Algérie.....	34
Section 3 : Evolution de la politique monétaire en Algérie	37
1. Aperçus historique de la politique monétaire en Algérie et ses objectifs	37
2. La conduite de la politique monétaire en Algérie (2000-2018)	39
Conclusion.....	41
Chapitre III : Etude de l'impact de la politique budgétaire et monétaire sur la dynamique de la croissance économique.....	42
Introduction.....	42
Section 1 :L'analyse économétrique.....	42

1. Présentation des données et choix de variable d'étude.....	42
2. Analyse graphique des séries temporelles	43
2.1 La série du produit intérieur brut	44
2.2 La série des dépenses publiques totale.....	44
2.3 La série de l'investissement.....	45
2.4 La série de la consommation finale	46
2.5 La série de la masse monétaire (M2).....	46
3. Estimations des deux séries de consommation et d'investissement.....	46
3.1 La fonction de consommation	47
3.1.1 Interprétation statistique et économétrique	47
3.2 la fonction d'investissement	47
3.2.1 Interprétation statistique et économétrique	48
4. Tests de validation des modèles	48
4.1 L'équation de consommation.....	48
4.1.1 Test de normalité des résidus	48
4.1.2 Test d'hétéroscédasticité.....	48
4.1.3 Test de stabilité structurelle du modèle.....	49
4.2 L'équation d'investissement.....	49
4.2.1 Test de normalité des résidus.....	49
4.2.2 Test d'hétéroscédasticité	49
4.2.3 Test de stabilité structurelle du modèle	50
Section 2 : Résolution d'un problème d'optimisation dynamique	50
1. Formalisation du problème de contrôle optimal	50
2. La contrainte dynamique	51
3. Définition de la fonction d'objectif	52
4. Fixation des conditions initiales.....	53
5. Résolution du modèle et interprétation des résultats	53
5.1 Résultats de simulation	53
Conclusion	57
Conclusion générale	58
Bibliographie.....	V
Liste des tableaux.....	VI
Liste des figures.....	VII
Liste des graphes.....	VIII
Annexe.....	IX
Tables de matière.....	X
Résumé.....	XI

Résumé

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'efficacité des deux politiques économiques, budgétaire et monétaire sur la croissance économique en Algérie sur la période (1965-2018), à travers la construction d'un modèle de contrôle optimale, tenant en compte des composantes du revenu national (consommation et investissement) comme variable d'Etat et les principaux instruments de la politique économique conjoncturelle (dépenses publiques et masse monétaire) comme variables de contrôle.

Les résultats obtenus montrent clairement que la politique économique structurel sur la demande globale, tandis que son effet sur l'offre est très faible.

Mots-clés : croissance économique, politique économique, consommation, investissement, contrôle optimale.